

DAMOCLÈS

Essais nucléaires



**Chirac
fait la
bombe**

- **Dossier :**
Indonésie
 - **Document :**
la sécurité dans la
région Asie-Pacifique
- Notes de lectures...**

REVUE DE RÉFLEXIONS ET D'ÉCHANGES SUR LA PAIX,
LES CONFLITS ET LA SÉCURITÉ MUTUELLE

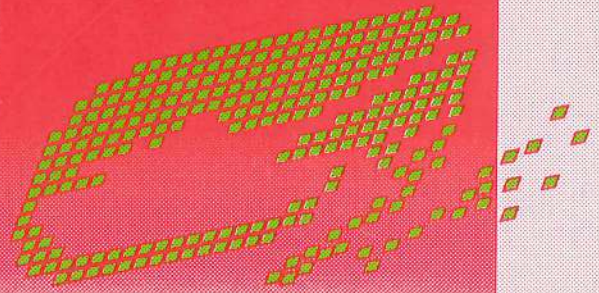
DAMOCLÈS

REVUE TRIMESTRIELLE DE RÉFLEXIONS ET D'ÉCHANGES
SUR LA PAIX, LES CONFLITS ET LA SÉCURITÉ MUTUELLE
Responsable de la rédaction :
Patrice Bouveret

Comité de rédaction :
**Bruno Barrillot, Patrice Bouveret,
Bekacem Elomari, Michel Robert
Jean-Luc Thierry, Bernard Turpin**

B.P. 1027 — 69201 Lyon Cedex 01
Tél. (33) 78 36 93 03 — Fax : (33) 78 36 36 83
e-mail GrenNet—cdrpc

OBSERVATOIRE



des transferts d'armements

3615 OBSARM

pour tout savoir sur
les transferts d'armes
de la France et les
différentes publications
et activités du CDRPC...

SOMMAIRE

- **Éditorial :**
Chirac fait la bombe 3
- **Essais nucléaires :**
les contrevérités officielles 4

DOSSIER

Indonésie : arrêt des ventes d'armes

- Introduction 11
- Des fissures dans le bastion indonésien ? 14
- Les ventes d'armes françaises
à l'Indonésie 22
- **Document :**
La sécurité dans la région Asie-Pacifique 25

RUBRIQUES

- Notes de lecture 39
- Livres reçus 42
- Bulletin d'abonnement 43

La lettre de l'Observatoire

des transferts d'armements - 2/95

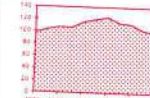
LE CHIFFRE DU TRIMESTRE

5 000

À l'occasion du début de l'Annuaire et de
l'époque (19-18 Juin 1995), la Délégation générale
pour l'armement (DGA) a fait le point sur
l'industrie française de défense. Le nombre de
sociétés françaises exerçant dans le secteur de
l'armement est de plus de 5 000. Les 10 premiers
groupes représentent 75 % du chiffre d'affaires
du secteur et assurent la majeure partie de
90 % des programmes.

Les effectifs sont constitués de 504 000 emplois
directs et environ 100 000 emplois indirects. Le
chiffre d'affaires du secteur se monte aux environs
de 100 milliards de francs. Environ 80 % du chiffre
d'affaires est consacré à la Recherche-Dévelop-
pement.

Si l'on se reporte aux données de la DGA de
1993, le secteur armement comptait à cette date
de 500 000 emplois directs et 110 000 emplois
indirects pour un chiffre d'affaires de 104,4
milliards de francs.



Enfin, l'industrie d'armement a supporté près
de 100 000 emplois pour un chiffre d'affaires
essentiellement financé par l'État. Ce
constat souligne que les ressources et les
devises de l'industrie ont permis d'amorcer le
début des années 90, malgré l'absence de
stimulus du marché de l'emploi.

Bruno Barrillot

2ème trimestre 1995 = 80 F.

LE COMMERCE DES ARMES EN 1994

Le chiffre global des livraisons françaises d'armes
en 1994 s'élève à 2 072,6 millions de dollars (20 milliards 726
milliards de francs). Ce chiffre est en baisse par rapport à l'année 1993
de 1 814,4 millions de dollars (18 milliards 144 milliards de francs).

Les États-Unis restent le principal destinataire des livraisons
françaises, avec 51,4 % des livraisons (1 065,4 millions de dollars).
Les livraisons françaises d'armes en 1994 ont été financées par
100 pays. Le chiffre d'affaires des livraisons françaises d'armes
en 1994 est en baisse par rapport à l'année 1993 de 1 814,4 millions
de dollars (18 milliards 144 milliards de francs). Les livraisons
françaises d'armes en 1994 ont été financées par 100 pays. Le
chiffre d'affaires des livraisons françaises d'armes en 1994 est en
baisse par rapport à l'année 1993 de 1 814,4 millions de dollars
(18 milliards 144 milliards de francs).

Le chiffre global des livraisons françaises d'armes en 1994
est en baisse par rapport à l'année 1993 de 1 814,4 millions de
dollars (18 milliards 144 milliards de francs). Les livraisons
françaises d'armes en 1994 ont été financées par 100 pays. Le
chiffre d'affaires des livraisons françaises d'armes en 1994 est en
baisse par rapport à l'année 1993 de 1 814,4 millions de dollars
(18 milliards 144 milliards de francs).

Bruno Barrillot

1ère - Recherche International Peace and Security Studies
1995 - Observatoire de l'Armement et de Développement International

Le deuxième numéro de La lettre de
l'Observatoire est paru.

Dossier : "Le nouveau plan Konver"

Abonnement : 80 F. pour 4 n°

Chirac fait la bombe

Lors de la campagne électorale pour les présidentielles, Jacques Chirac, s'était fait le chantre du changement. Or, sa décision du 13 juin dernier de reprendre les essais nucléaires semble sortir tout droit d'un autre âge... Elle paraît complètement décalée par rapport aux urgences d'aujourd'hui tant sur le plan national que sur le plan international.

Il avait probablement imaginé que des protestations s'élèveraient, mais sans doute n'en avait-il pas mesuré l'ampleur. Aurait-il renoncé pour autant ? Rien n'est moins sûr...

Certes, les "scientifiques" vous prouveront toujours qu'ils ont besoin d'une expérience de plus, qu'ils ont des points à préciser, à vérifier... Le lobby pro-nucléaire a dû peser de tout son poids en faveur d'une telle décision. Mais, la reprise d'une série de huit essais ne doit-elle pas être également analy-

sée comme un gage de bonne volonté donné aux militaires en contrepartie d'une réorganisation et d'une réduction prévisible de leur "pouvoir d'achat" ?

En effet, comme cela a été souligné à de nombreuses reprises ici même, la France — prisonnière de son histoire construite à coups d'épée et de la puissance de son complexe militaro-industriel —, était le seul pays occidental à n'avoir toujours pas tiré les conséquences de la fin du monde bipolaire. Le débat autour du Livre blanc sur la défense et de la loi de programmation militaire, votée au printemps dernier, a surtout consisté à réaffirmer des positions de principe, à tenter de justifier l'impossible... C'est-à-dire à ne pas prendre de réelles décisions... Alors que tous les pays occidentaux, dans le même temps, diminuaient leurs dépenses militaires pour les réinjecter dans l'économie civile — c'est ce qu'on appelle les "dividendes de la paix" —, l'État français prévoyait d'augmenter régulièrement le budget consacré aux armées... comme si le mur de Berlin n'était pas encore tombé !

Mais la décision de reprise des essais ne serait-elle pas liée à la réduction des dépenses militaires, à la remise en chantier d'une nouvelle loi de programmation militaire pour l'automne prochain et à la mise en place d'un comité stratégique sous la direction de Jean Picq.

Si tel est le cas, la décision présidentielle aura au moins eu le mérite d'avoir brisé le consensus sur la défense en vigueur depuis la fin des années 70 lorsque le PS et le PCF se rallièrent à la stratégie de la dissuasion... Par contre, il est inadmissible et scandaleux que ces remises en cause de la politique militaire se fassent au mépris de tout un peuple — les Polynésiens — qui eux subissent au quotidien les conséquences néfastes de cette décision.

Ont participé à ce numéro :

Michel Auvray
Bruno Barrillot
Patrice Bouveret
Belkacem Elomari
Édouard Haond
Thérèse Haond
Welmoed Koekebakker
Michel Robert
Wendela de Vries

La reproduction des articles est autorisée à condition d'en indiquer la source et de nous faire parvenir un exemplaire de la publication.

DAMOCLES est édité par le Centre de Documentation et de Recherche sur la Paix et les Conflits



Essais nucléaires

Les contrevérités officielles

Le ministère de la Défense a fait publier dans son hebdomadaire destiné aux journalistes SIRPA Actualité, un document de quinze pages sur les essais nucléaires destiné à devenir l'argumentaire officiel face aux objections de la presse et de l'opinion. Sans vouloir faire un contre-rapport qui viendra en son temps, nous noterons ici les "contre-vérités" ou les omissions de ce texte¹.

Bruno Barrillot

1 - Historique

« **L**es Français qui ont commencé leurs essais aériens pendant un moratoire décidé par les autres puissances nucléaires décident, devant les fortes pressions internationales, de passer aux essais souterrains dès 1961 », lit-on dans le texte du SIRPA. Quelle belle reconnaissance de l'action du mouvement de paix international et des pressions diplomatiques qui ont pu, en 1961, faire plier le général de Gaulle lui-même ! Une leçon pour aujourd'hui ? Mais ce qui est tout à fait contradictoire avec cette présentation "responsable" des initiatives françaises en matière d'essais aériens, c'est la reprise des essais aériens en 1966 dans le Pacifique, alors que les trois autres puissances nucléaires de l'époque (États-Unis, URSS et Grande-Bretagne) avaient arrêté définitivement leurs expériences aériennes après avoir signé un traité d'interdiction des essais atmosphériques en 1963. Rappelons également que le moratoire décidé en 1958 était prévu pour négocier un traité d'interdiction totale des essais : la France, en commençant ses expériences au Sahara, a participé à l'échec de

ce projet qui s'est transformé en traité d'interdiction partielle... et nous a valu l'entrée en lice d'autres pays dans la course à l'arme nucléaire (Chine, Inde, Israël...) et la poursuite d'essais jusqu'à aujourd'hui.

Obligée de quitter le Sahara à l'issue de la guerre d'Algérie — mais dès 1958, le repli du centre d'expérimentation vers d'autres cieux avait été préparé —, « le choix de la France se porta alors sur deux atolls inhabités des Tuamotu en Polynésie française », écrit le texte du ministère qui poursuit son résumé historique dont on trouvera de plus amples développements dans la brochure publiée par *Damoclès* et *Greenpeace* en 1989².

Notons cependant que, chassée d'une colonie, la France en découvre une autre, perdue au milieu du Pacifique, pour reprendre des expériences aériennes dont aucun des rapports américains consacrés aux essais aériens effectués dans le Pacifique (Bikini, Enewetock, Christmas...) quelques dix années plus tôt n'ose affirmer, comme la France le fera, « la plus parfaite innocuité ».

Certains, pour expliquer le passage aux essais souterrains au Sahara, puis en Polynésie, ont prétendu que les vents de sables sahariens remontant parfois jusqu'à Lyon avaient transporté quelques éléments radioactifs préjudiciables à la bonne santé des Français. L'opinion s'en était émue à l'époque et la Corse qui, un temps, avait été pressentie pour servir de nouveau site relais pour les

essais souterrains, dut être abandonnée par nos expérimentateurs en raison des protestations énergiques des élus et de la population de l'Ile de Beauté. A 20 000 kilomètres, quelques atolls polynésiens devaient faire l'affaire, d'autant plus que la plus forte opposition locale venant du député de Polynésie Pouvanaa Oopaa avait été réglée dans le plus pur style colonial. Au cours d'une émeute à Papeete à laquelle il n'avait pris nulle part, le député polynésien fut arrêté, incarcéré, exilé en France et déchu de sa qualité de député, le 12 février 1960, la veille du premier essai saharien.

Notons également que le document officiel du ministère de la Défense ne décompte que « 192 essais nucléaires, dont 17 au Sahara et 175 en Polynésie », ne prenant pas en compte les essais de sécurité pourtant répertoriés par le député Galy-Dejean dans son rapport sur les simulations³. Les récents recoupements effectués par le *Bulletin of the Atomic Scientists* fixent le nombre des essais français actuellement connus (y compris les essais de sécurité) à 204 tirs. Cette nuance revêt une importance toute particulière puisqu'un de ces essais de sécurité avait répandu près de 20 kilos de plutonium sur l'atoll de Moruroa qu'il fallut fixer avec du goudron puis récupérer quasiment grain par grain après les cyclones du début des années 80. Les ouragans, passant sur Moruroa avaient arraché le fameux goudron et dispersé le plutonium dans le lagon et jusque sur les plages de la "zone-vie".

2 - Négociations internationales et armements nucléaires

Ce chapitre présente succinctement les traités de désarmement nucléaires conclus entre les États-Unis et l'ex-URSS (START I et II) pour montrer les "niveaux considérables" des armements des deux protagonistes, même après l'application de START II à l'horizon 2003 où les deux grandes puissances nucléaires disposeront encore de 3 000 à 3 500 têtes chacune.

Dans toutes les négociations où la France est engagée — projet de convention d'interdiction des matières fissiles à des fins nucléaires explosives, projet de traité d'interdiction complète des essais nucléaires, assurances de sécurité vis-à-vis des États non nucléaires —, le texte du SIRPA rappelle qu'« elles ne font aucunement obstacle à l'exercice de notre dissuasion en cas de menace contre nos intérêts vitaux ». Aucune mention n'est faite dans ce texte d'un éventuel désarmement nucléaire de la France : les négociations dans ce domaine sont "bilatérales" (entre États-Unis et Russie), la France se présente comme non concernée.

Inutile de revenir sur l'argumentaire maintes fois répété présentant la "logique" de la reprise des essais

français avant la signature du traité d'interdiction complète des essais. Notons cependant que le texte du SIRPA souligne à ce propos, non sans quelque impudeur que « la déclaration politique de la conférence TNP mentionne à cet égard que, dans l'attente de l'entrée en vigueur d'un traité, les puissances nucléaires devraient observer une extrême retenue. »

3 - La volonté de transparence concernant les essais

Malgré le secret défense, affirme le texte du SIRPA, la France « pratique aussi une large politique d'information et d'ouverture au sein de la communauté internationale ». Et de rappeler les « nombreuses publications » témoignant de la volonté de transparence de la France, notamment le rapport annuel sur la surveillance de l'environnement et le bilan radiologique communiqué aux élus de la Polynésie et au Comité scientifique des Nations unies pour l'étude des rayonnements ionisants.

Damoclès avait rappelé en son temps⁴ combien il était difficile d'obtenir une copie de ces rapports qui, signalons-le, sont effectués par les soins du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et de la Direction des centres d'expérimentations nucléaires (DIRCEN) qui sont à la fois juges et parties. Les rapports dont nous avons eu connaissance, notamment ceux qui couvrent la période des essais atmosphériques, sont notoirement incomplets : les mesures de radioactivité et de contamination dues aux retombées ne sont signalées dans ces rapports qu'à des distances "respectables" des lieux d'explosions, soit à un minimum de 1 000 kilomètres, et sur un nombre ridiculement faible d'échantillons.

Pourtant, des prélèvements ont bien été effectués dans les zones proches des atolls nucléaires et même dans les lagons de Moruroa et de Fangataufa, selon le témoignage recueilli en février 1995 auprès du commandant du *Marara*, le navire du Service mixte de contrôle biologique (SMCB) chargé de ces opérations à l'époque des essais atmosphériques.

Le ministère de la Défense s'appuie également sur les trois fameuses missions Tazieff, Atkinson et Cousteau pour proclamer sa volonté de transparence et réaffirmer — prétextant l'appui des rapports de ces missions — « l'absence d'effets significatifs de ces expériences tant pour les populations de cette région que pour l'environnement naturel ».

Faut-il rappeler que les conclusions du rapport de la mission Tazieff ont été rendues publiques en juin 1982 alors que les annexes les plus critiques — rédigées par des membres de la mission Tazieff — n'ont été rendues que plusieurs semaines voire plusieurs mois plus tard.



Dans son compte-rendu daté du 3 novembre 1982, le professeur Renaud Vie Le Sage avait notamment émis des réserves sur « l'absence d'investigations systématiques sur l'eau » au niveau du point de tir... Autrement dit, on ne fait pas de mesures là où des fuites pourraient se produire ! Mais les conclusions du rapport Tazieff comportent cependant d'importantes mises en garde mais les pouvoirs publics n'en ont retenu que la phrase suivante ainsi rédigée : « La contamination radioactive de l'environnement est devenue quasiment nulle à court terme. »

Le rapport de la mission Atkinson (25 octobre - 5 novembre 1983), composée de scientifiques du Pacifique Sud, est souvent utilisé par les autorités françaises pour affirmer que les essais nucléaires n'avaient aucune influence sur l'évolution du cancer en Polynésie. On y lit en effet — ce que reprendront tous les défenseurs des essais — que « l'accroissement du taux de cancer du poumon est attribué à une forte proportion de fumeurs dans la population ». Or, la mission Atkinson n'a eu comme données sur le cancer en Polynésie que ce que les responsables de la DIRCEN ont bien voulu lui communiquer. Aujourd'hui, le ministère de la Santé de Polynésie affirme que les données sur le nombre de cancers déclarés n'approchent de la réalité qu'à partir de 1988 et que les données antérieures à cette date sont tout à fait parcellaires⁵. On voit que l'absence « d'effets significatifs » des expériences nucléaires françaises sur la population polynésienne proclamée par les autorités militaires s'appuie sur une carence de données et sur l'incurie de la France qui ne s'est pas obligée — dès l'installation du centre d'essais — à mettre en place un suivi médical systématique des Polynésiens. Quant au même suivi des personnels civils et militaires ayant séjourné sur les atolls nucléaires, nul n'en a écho : le secret militaire y est apposé. Nous savons seulement, sur la foi de témoignages, que de jeunes militaires ayant effectué leur service à Moruroa sont suivis médicalement pendant plusieurs années.

Le rapport de la mission Cousteau (1987) est suffisamment éloquent non seulement pour ses conclusions contradictoires avec ce qu'affirment les autorités militaires, mais pour l'utilisation mensongère éhontée qui en a été faite. Cousteau lui-même avait réagi en son temps : « Il y a belle lurette qu'une partie de la communauté scientifique, en France comme ailleurs, voit le résultat de ses travaux déformés ou jetés aux oubliettes par des fonctionnaires souvent incompetents mais serviles. En particulier, naturellement dans le domaine nucléaire... A la suite de notre enquête sur Mururoa, nous avons obtenu la promesse que les données scientifiques — biologiques - géologiques — géographiques seraient enfin dégagées du tampon secret et publiées. Nous attendons encore. Pourquoi ces falsifications, ces retards, ces censures ? »⁶

Le rapport Cousteau effectue un long développement sur « le vieillissement accéléré de l'atoll » et signale qu'aucune explication satisfaisante ne lui a été fournie pour expliquer la présence de césium-134 dans les échantillons prélevés et qui pourrait provenir, comme l'iode-131, « d'une fuite par le bouchon qui ferme le puits de tir »⁷. Mais de cela, il n'en est jamais question dans les présentations lénifiantes des autorités françaises.

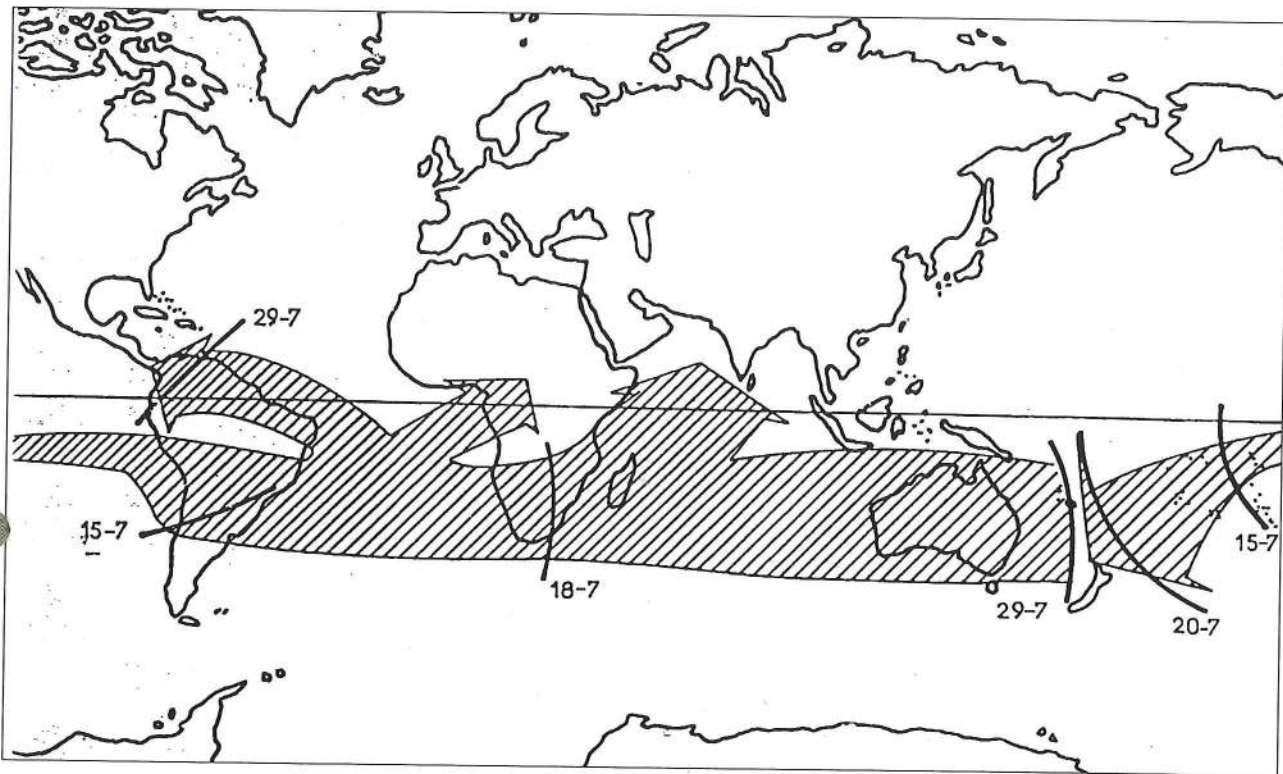
4 - La sécurité sur le site

Sous ce titre, le document du SIRPA veut nous informer sur la surveillance du personnel des sites et sur celle de la population du Pacifique. Le texte commence par un aveu ainsi énoncé : « Les essais souterrains effectués par la France dans le Pacifique ne provoquent aucun rejet dans l'atmosphère. Seules, de très faibles fuites d'eau radioactive peuvent se produire lors des forages qui sont effectués après les expérimentations. »

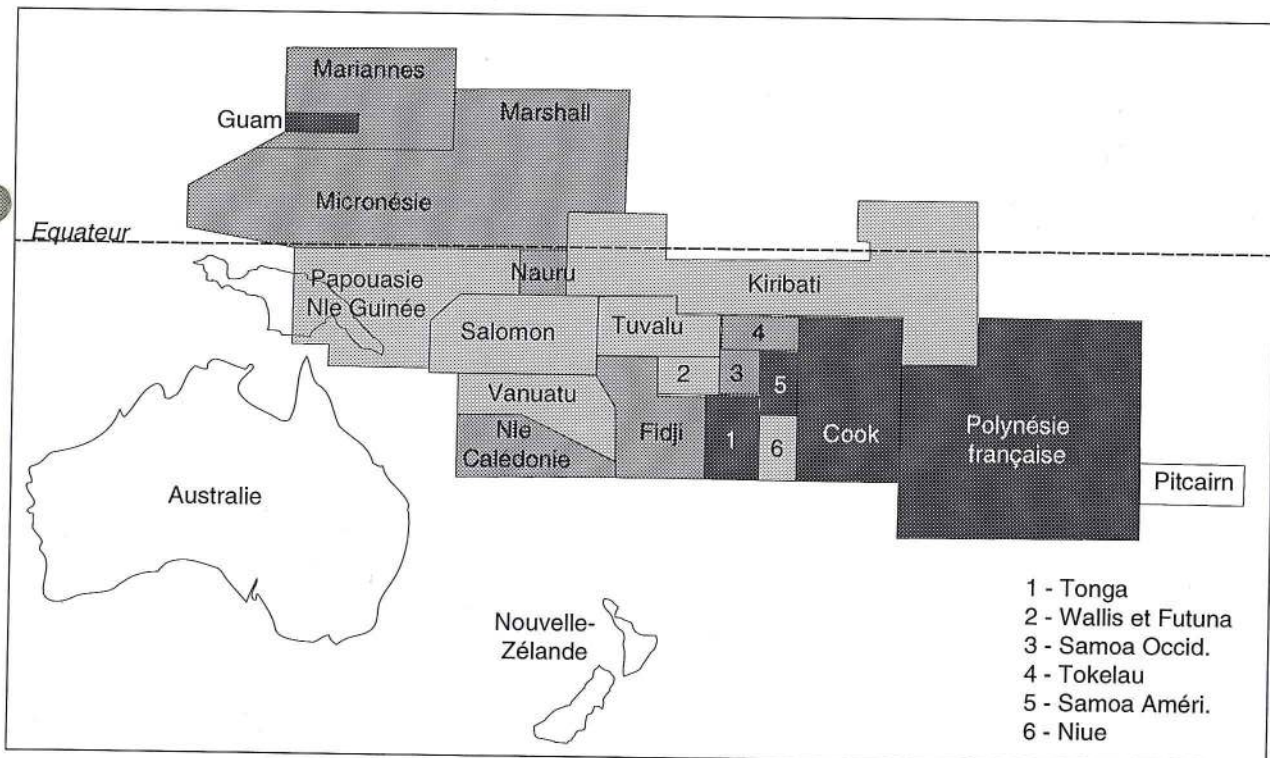
Mortalité proportionnelle imputable au cancer dans les pays du Pacifique (tous types de cancers)

Faible (< 7 %)	Moyenne (7-14 %)	Elevée (> 15 %)
Vanuatu (6 %)	TTIP (13 %)	Guam (23 %)
Wallis & Futuna (5 %)	Fidji Mélanésiens (13 %)	Polynésie (20 %)
Tuvalu (4 %)	Fidji Indiens (7 %)	Palau (18 %)
Niue (4%)	Iles Marshall (12 %)	Tonga (18 %)
Kiribati (3 %)	Nl Calédonie (12 %)	Samoa Américaines (17 %)
Papouasie-Nl Guinée (3 %)	Mariannes Nord (10 %)	Iles Cook (15 %)
Iles Salomon (0 %)	Samoa Occid. (10 %)	
	États Féd Micronésie (9 %)	
	Nauru (9 %)	
	Tokelau (8 %)	

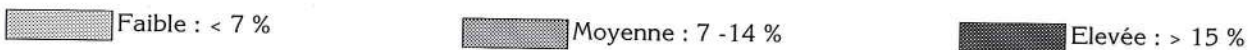
Taux standardisés pour 100 000 habitants (selon les critères OMS)



Retombées radioactives à la suite des tirs nucléaires en Polynésie (années 1967 et 1968)
Tir Capella du 7 juillet 1968



Mortalité proportionnelle imputable au cancer





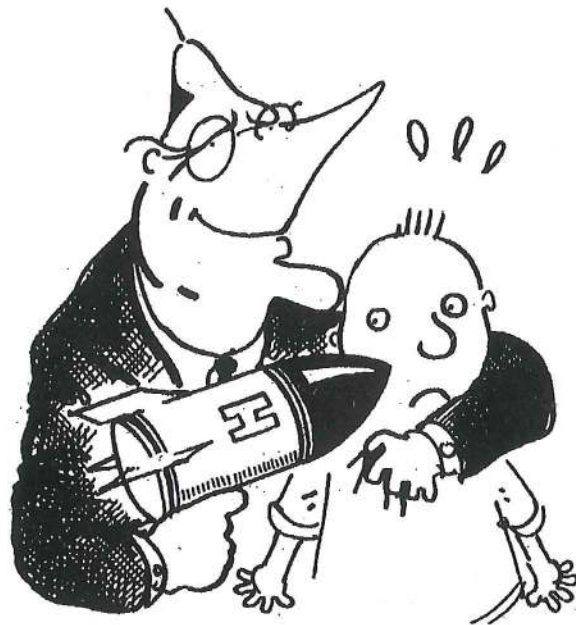
Le tout pour nous dire qu'en 17 années d'essais souterrains, aucune dose n'atteint la norme annuelle à ne pas dépasser pour les travailleurs affectés, sauf cinq cas dont celui d'un médecin radiologue qui a reçu 25 mSv⁸ indépendamment des expériences.

Mais rien n'est dit sur les expositions et la surveillance de la population comme du personnel des sites du temps des essais atmosphériques (41 selon le texte du SIRPA) et qui sont, de toute évidence parmi ceux qui ont provoqué le plus de retombées et de conséquences sur les populations. Les réactions officielles les plus courantes sur les conséquences des essais atmosphériques consistent à affirmer que c'est de "l'histoire ancienne" puisque la France est passée définitivement aux essais souterrains en 1975. Cette présentation des faits doit être sans cesse dénoncée. En effet, les principaux radioéléments dangereux diffusés (parmi des dizaines d'autres) lors d'une explosion sont le strontium-90 et le césium-137. Contenus dans l'alimentation contaminée par les retombées radioactives, ils ont tendance — selon une certaine proportion — à remplacer le calcium et le potassium. Le strontium-90 va se fixer dans les os comme le calcium et le césium-137 dans les muscles comme le potassium, ceci pour une longue durée puisque ces éléments ont une durée de vie d'environ 30 ans. D'autres éléments radioactifs se fixent dans d'autres parties du corps humain, ainsi l'iode-131 se concentre dans les glandes thyroïdes tandis que de nombreux produits de fission se retrouvent dans les poumons humains.

Si le document officiel du SIRPA ne traite pas des conséquences des essais atmosphériques, les rapports trimestriels et annuels du National Radiation Laboratory de Christchurch en Nouvelle-Zélande, publiés depuis 1966 et analysant les données de radioactivité recueillies à partir d'une quinzaine de stations de prélèvements réparties sur les États insulaires directement à l'ouest de la Polynésie montrent fort bien la corrélation entre l'élévation de la radioactivité et les tirs nucléaires de la France. Les populations du Pacifique Sud ont ainsi intégré de fortes doses de radioactivité si bien que l'on constate que plus on habite à proximité de la Polynésie, plus on a la "malchance" de mourir d'un cancer selon les conclusions d'un rapport publié en 1985 par le Forum du Pacifique Sud⁹.

5 - La protection de l'environnement

Cette partie du document du SIRPA traite d'abord du confinement des produits radioactifs, répétant les clichés habituels d'une roche vitrifiée où les produits radioactifs se retrouvent figés, quasiment piégés pour l'éternité dans la cavité créée dans le basalte. On nous affirme même que l'eau du lagon de Moruroa contient mille fois moins de plutonium ou de césium que la dose autorisée aux États-Unis pour l'eau de boisson !



Cette conclusion des plus lénifiantes ne tient aucun compte du fait que plus cinquante essais ont été effectués, non sous les eaux du lagon mais dans la couronne corallienne de l'atoll, juste en-dessous d'une zone géologiquement très fragile puisqu'elle est constituée de calcaires et dolomies réputés pour être fragiles et friables. Le film réalisé par l'équipe Cousteau sur les pentes océaniques externes de l'atoll de Moruroa montre d'ailleurs très nettement une faille probablement provoquée par un tir dans cette zone.

Une étude sérieuse du confinement des tirs souterrains doit tenir compte des emplacements où ils ont été effectués, de l'effet cumulatif des ondes sismiques dues aux explosions sur les anciennes cavités de tir et des possibilités d'effondrement d'une partie de la paroi corallienne et du soubassement basaltique comme certains géologues spécialistes des volcans le constatent régulièrement dans leurs travaux.

Aucune mention non plus, dans ce document du SIRPA, de la destination des déchets radioactifs accumulés depuis 1966 sur les atolls de Moruroa et Fangataufa. La DIRCEN ne nie plus que ces déchets existent bel et bien¹⁰ et qu'on les a confinés tant bien que mal dans les bouchons destinés à colmater les puits de forage une fois que la bombe a été descendue à la profondeur voulue. Deux puits spéciaux ont même été forés spécialement pour les déchets de haute activité : on en ignore l'emplacement (ils sont proches l'un de l'autre) et l'état actuel de confinement des matières radioactives contenues qui, en France métropolitaine, devraient être destinées à ces fameux "laboratoires souterrains" encore à trouver et en tous cas confinées dans des verres spéciaux. Or, à notre connaissance, il n'existe pas sur Moruroa d'installation de vitrification des déchets radioactifs.

La lecture de cette cinquième partie du document du SIRPA est décourageante tant les lacunes sont évidentes et la volonté de minimiser les effets des essais nucléaires sur l'environnement manifeste. Nos collègues du *Canard Enchaîné* seront certainement mieux qualifiés que nous pour en faire une analyse littéraire qui probablement ne serait pas "piquée des vers". Disons seulement que nulle

mention n'est faite ici, des 10 à 20 kilos de plutonium dispersés dans le lagon par la tempête du 21 mars 1981 et dont les missions Tazieff, Atkinson et Cousteau ont fait mention sans pouvoir faire plus de lumière puisque le secret-défense est apposé sur cette affaire¹¹.

6 - Qu'est-ce qu'un essai ?

Cette partie du document du SIRPA apporte des précisions sur la nature d'un essai nucléaire qui sont rarement abordés dans les médias. En fait, on veut ici signifier avec juste raison que le tir "en réel" n'est qu'une partie de l'expérimentation destinée à la conception d'une tête nucléaire : expériences en laboratoire sur les phénomènes de base de la physique nucléaire, expériences en vraie grandeur avec des explosifs chimiques qui interviennent dans l'amorçage de l'explosion nucléaire, modélisations mathématiques, simulations numériques... Les auteurs du texte veulent également démontrer — actualité oblige — que les essais en réel sont des plus nécessaires pour que « *la simulation repose sur des références sûres* ».

Cet exposé vient justement rappeler à notre attention qu'une partie des expérimentations destinées à la fabrication des armes nucléaires se fait également sur le territoire métropolitain et pas seulement dans les laboratoires de la Direction des applications militaires (DAM) du CEA. En effet, comme nous l'avons déjà écrit dans *Damoclès*, le "Polygone d'essais" de Moronvilliers, près de Reims est utilisé dans ce but¹². Contrairement à ce qu'affirme le texte du SIRPA, on effectue à Moronvilliers des explosions en vraie grandeur dans lesquelles entrent en jeu des matières nucléaires et notamment de l'uranium appauvri. Le SIRPA parle, lui, du remplacement « *de la matière nucléaire par des matériaux inertes dont le comportement mécanique et thermique est proche* ». A notre connaissance, les habitants du voisinage du polygone de Moronvilliers n'ont pas réagi — probablement par ignorance des expériences effectivement réalisées. Il faut cependant considérer qu'ils peuvent subir les mêmes conséquences sanitaires que les Irakiens qui supportent les séquelles de tirs d'obus à l'uranium appauvri durant la guerre du Golfe¹³.

7 - Comment se réalise un essai nucléaire ?

Cette partie technique décrit ce que tout lecteur attentif aura déjà lu dans la presse scientifique ou entendu de la bouche d'Albert Ducrocq, Michel Chevalet ou quelques-uns de leurs confrères. Les puits à

1 000 mètres de profondeur, le conteneur de 20 mètres où prend place l'engin expérimental avec ses tresses de câbles en fibre optique destinés à la récupération des mesures : tout est décrit pour capter l'attention du lecteur féru d'information scientifique.

L'insistance sur les difficultés rencontrées pour recueillir les innombrables données à partir d'un tir qui ne dure que « *quelques milliardièmes de seconde* » est-elle destinée à valoriser les prouesses techniques de nos ingénieurs de la Direction des applications militaires du CEA ? Toujours est-il que, si ces moissons de données ont été rassemblées et analysées dans les ordinateurs du CEA, elles devraient permettre de se passer de nouveaux essais pour les simulations, à moins qu'on ne veuille préparer de nouveaux "modèles" pour des armes futures, pour la modernisation de l'arsenal nucléaire français.

Car rien n'est dit sur le nombre d'essais nécessaires à la qualification d'une tête nucléaire. En 1985, le général Mermet, directeur de la DIRCEN avait révélé qu'environ 20 essais étaient nécessaires pour la mise au point de chaque type d'arme nucléaire¹⁴. Ceci suggère qu'environ neuf types de têtes nucléaires ont été développées, mais il est possible que les progrès réalisés depuis 10 ans, notamment par l'accumulation des données et l'acquisition de laser de puissance et de super-ordinateurs (américains) par le CEA aient permis de réduire le nombre d'essais par type de tête. Ainsi, à titre de comparaison, chaque tête nucléaire moderne de l'arsenal américain n'aura nécessité que 6 à 8 essais. Sans avoir accès à des informations qui relèvent du secret défense, on peut tout à fait imaginer que plusieurs expériences ont déjà été réalisées par la DIRCEN avant le moratoire de 1992 pour modéliser les futures têtes des missiles M5 prévues pour équiper les sous-marins nucléaires de la nouvelle génération¹⁵. D'autres essais auraient déjà pu être effectués dans le cadre des recherches sur une tête à puissance variable. La plupart des rapports parlementaires insistent depuis quelques années sur la nécessité de doter notre arsenal d'une capacité nucléaire antiforces, ce qui induirait, comme l'écrivait le sénateur Xavier de Villepin « *des moyens très souples d'emploi, d'une très grande précision mais dotés de charges de faible puissance* »¹⁶.

On peut penser que les huit essais annoncés par Jacques Chirac ne seront pas, comme il a été communément annoncé, de pures expériences de physique destinées à "modéliser" les simulations, mais des expériences de physique appliquée à des modèles d'armes nouvelles programmées depuis des années et considérées comme « *indispensables à la pérennité de la crédibilité de la dissuasion* »¹⁷.

On ne trouvera non plus aucune information économique sur le coût des essais dans le document du SIRPA. Charles Millon avait annoncé le chiffre de 100 millions de francs par essai, ce qui est une sous-estimation évidente. En effet, si l'on prend comme référence le chiffre donné par Pierre Joxe pour l'ensemble de la campagne des huit tirs de 1989, soit 4,079 milliards de francs, on est loin du compte. A l'époque¹⁸, nous avons déjà critiqué le chiffre de Pierre Joxe comme nettement sous-estimé...



8 - La simulation et le programme Palen

On trouvera peu de choses nouvelles dans le texte du SIRPA qui n'aient été publiées sur les simulations, sinon la confirmation du rôle du "polygone" de Moronvilliers où seront effectués des tirs "froids" et où l'on a commencé à construire un générateur de rayons X (AIRIX) de forte pénétration.

Soulignons cependant que le programme de simulation, tout autant réclamé que les huit prochains essais "en réel", par le CEA et qui a obtenu de forts crédits (10 milliards de francs) est destiné à prendre le relais du Centre d'essais du Pacifique comme justification de l'existence de la Direction des applications militaires du CEA. Les quelque 5 700 emplois actuels de la DAM vous pouvoir ainsi être pérennisés et trouver leur légitimation suprême dans les "réussites" du laser mégajoule comme les campagnes de tir dans le Pacifique consacraient l'aboutissement de leurs travaux de laboratoire.

- 1) Les titres numérotés sont ceux du document du SIRPA.
- 2) Greenpeace/Damoclès, *Les essais nucléaires français, 1960-1988*, 36 pages, mai 1989 (35 F.).
- 3) René Galy-Dejan, "La simulation des essais nucléaires", *Rapport de l'Assemblée nationale n° 847*, 15 décembre 1993.

- 4) Bruno Barrillot, "Les mécanismes de la désinformation", in *Damoclès n° 45*, septembre/octobre 1990, p. 13 à 20.
- 5) *Bulletin d'Informations Sanitaires et Épidémiologiques*, n° 5/92 (2 novembre 1992), Direction de la Santé Publique de Polynésie française, p. 2-3.
- 6) Jacques-Yves Cousteau, in *Calypso Log*, juin 1989.
- 7) *Rapport Cousteau*, p. 49.
- 8) La dose maximum actuellement autorisée pour le public est de 5 mSv et de 50 mSv pour les travailleurs.
- 9) Bruno Barrillot, "Les répercussions du programme d'essais nucléaires français sur la santé en Polynésie", CDRPC, juin 1995, 14 p.
- 10) Document de la table-ronde sur le CEP. Fascicule n° 3. *Dossier Environnement*, décembre 1989, p. 7 (documents distribués à Papeete par le haut-commissariat, en décembre 1989).
- 11) *Rapport Cousteau*, p. 36.
- 12) Mary Davis et Bruno Barrillot, "Les pollutions explosives de la DAM. Le centre d'Études de Vaujours-Moronvilliers", in *Damoclès n° 60*, 1er trimestre 1994, p. 11-18.
- 13) Lire Naïma Lekfir-Laffitte et Roland Laffitte, "Armes radioactives contre l'ennemi irakien", in *Le Monde diplomatique*, avril 1995, p. 22.
- 14) *Le Monde*, 25 octobre 1985 et, Greenpeace/Damoclès, *Les essais nucléaires français. 1960-1988*, p. 14.
- 15) En 1994, 1,7 milliards de francs ont été dépensés en "Recherche-Développement" pour le programme M5 (missile et tête nucléaire). cf. Bruno Barrillot, *Rapport relatif aux coûts cachés du programme Triomphant depuis 1982*, mai 1994, p. 21.
- 16) Xavier de Villepin, *Avis*, Sénat n° 59, 24 novembre 1992, p. 41.
- 17) *Id.*, p. 39.
- 18) Voir *Damoclès n° 47*.



Indonésie : arrêt des ventes d'armes

L'Asie du Sud-Est est un marché en rapide expansion pour l'Europe. Les armées importent des armes de grande qualité. Les relations entre les différents pays, cependant, sont loin d'être stables et il y a un potentiel grandissant de conflits. De plus, plusieurs des pays concernés violent les droits de l'homme et démocratiques de leurs peuples.

L'Indonésie est un de ces cas. Les libertés civiles dans ce pays sont continuellement supprimées par le général Suharto. Les libertés d'expression sont limitées ; les syndicats indépendants sont interdits. Les minorités telles que les peuples indigènes de la Papouasie (Nouvelle-Guinée) occidentale sont traitées en citoyens de second rang. Et depuis que l'Indonésie a violé la loi internationale par son occupation illégale du Timor oriental en 1975, les protestations du peuple timorais ont été étouffées dans une répression sanglante.

Dans toutes ces violations des droits de l'homme l'armée indonésienne joue un grand rôle central. Le premier devoir des militaires n'est pas de défendre l'Indonésie contre des ennemis extérieurs mais de combattre "l'ennemi intérieur" ce qui veut dire les mouvements d'opposition. Cette armée reçoit ses armes des usines européennes et notamment françaises. En 1994 l'Enaat (réseau européen contre le commerce des armes auquel participe le CDRPC) a lancé une campagne contre la vente d'armes à l'Indonésie.

A cette occasion elle a publié une brochure en anglais et en indonésien dont nous publions ci-après les principaux extraits.

Traduction de Thérèse et Édouard Haond

Wendela de Vries*

L'Europe est un exportateur d'armes important. De nombreuses armes fabriquées en Europe sont acheminées vers des zones de conflit partout dans le monde. Parfois ces armes sont vendues pour des raisons politiques, pour soutenir un belligérant contre l'autre. Il arrive même que les livraisons d'un même fournisseur

soient faites aux deux belligérants à la fois. Mais tout aussi souvent les armes sont vendues pour des raisons purement commerciales. [...]

Bien sûr, chaque armée ou gouvernement, acheteur d'armes, vous dira qu'elles sont nécessaires à sa défense, qu'elles ne seront utilisées que si toutes les solutions pacifistes ont échoué. Et aussi que la raison de leur emploi est une cause juste. En fait, de nombreux États achètent des armes pour avoir un avantage militaire sur leurs voisins. Pas nécessairement parce que leurs voisins sont une menace réelle, mais parce que la suprématie



militaire assure une influence politique dans une région. Des États sont plus disposés à satisfaire des demandes politiques d'un voisin bien armé car ils savent que si celui-ci n'obtient pas ce qu'il veut par la diplomatie, il peut toujours utiliser la force. De fait, il est plus sage de rester amis avec le "grand frère".

Dans certaines parties du monde, deux pays ou plus sont en concurrence pour la place de puissance militaire régionale. Cela peut facilement conduire à une course aux armements régionale : quand le pays A achète un nouveau sous-marin, le pays B doit acquérir l'équipement anti-sous-marin et s'il peut se l'offrir, il achète aussi son propre sous-marin. Ce type de concurrence, non seulement engendre méfiance et tension, il gaspille des ressources rares. [...]

Dans des pays où une grande partie de la population vit au-dessous ou au niveau du seuil de pauvreté, les gouvernements choisissent entre "le pain ou les bombes". Malheureusement, les gouvernements pensent trop souvent que les dépenses militaires sont plus gratifiantes que celles pour l'éducation, la santé, le logement et autres besoins élémentaires. Cela est particulièrement vrai des pays où l'armée détient le pouvoir politique.

Ces gouvernements sont particulièrement condamnables quand ils utilisent les armes contre leur propre peuple. Nombreux sont les pays à qui les industriels européens vendent leurs armes et qui n'ont pas ce qui s'appelle un gouvernement démocratique. Dans ces pays, des groupes d'opposition ou mouvements pour la démocratie, des syndicats ou des minorités ethniques qui demandent des droits meilleurs, peuvent se trouver confrontés à des forces de police ou militaires munies d'armes d'origine européenne. La fourniture d'armes à de tels pays est un soufflet à la démocratie.

Les gouvernements européens connaissent bien les objections au commerce des armes. En fait beaucoup d'entre eux ont une législation qui restreint la vente d'armes à certains pays. Cependant ce commerce est un des rares aspects économiques non-inclus dans les règlements de l'Union européenne. De ce fait, certains États ont leurs propres règles concernant ce commerce. Certaines sont plus restrictives que d'autres ; quelques-unes comportent même des remarques sur les droits de l'Homme et le danger de conflits.

Cependant, les restrictions sont facilement oubliées quand une commande de fourniture militaire arrive. Les intérêts nationaux ont tendance à être plus importants que le bien-être de la population dans les pays lointains.

Le commerce des armes peut aussi être politiquement justifié. Au travers de ce commerce, le pays fournisseur peut exercer une influence pour déterminer quel pays de telle région deviendra la puissance militaire la plus forte. En armant les gouvernements de leur choix, les pays disposant des plus grandes industries modernes d'armement peuvent influencer sur l'équilibre politique partout dans le monde. C'est une stratégie à long terme car un pays importateur restera dépendant de son fournisseur pour les pièces de rechange et la modernisation.

Suivi de transferts d'armes

L'Enaat (réseau européen contre le commerce des armes) est un groupe de personnalités et d'organisations qui se réunit régulièrement depuis 1984 pour suivre la production et la vente des armes des nations occidentales. Les membres du réseau sont d'horizons divers ; certains sont des chercheurs axés sur la publication du maximum d'informations sur le commerce des armes ; d'autres appartiennent à des organisations lançant des campagnes ou des mouvements pacifistes pour qui le commerce des armes est seulement une partie de leurs activités. Avec leurs spécialisations diverses ils forment une plate-forme qui au travers d'actions d'information ou politique essaient d'arrêter les transports d'armements. Une action coordonnée et simultanée dans quelques pays augmente la chance de bloquer une transaction. Elle peut éviter la possibilité pour qu'un acheteur potentiel d'armement à l'index dans un pays ne s'adresse à une société rivale dans un autre pays.

L'échange d'information a été un des buts principaux du Réseau. L'industrie d'armement opère d'une manière internationale. Il n'est pas rare que des bateaux de guerre vendus par une société allemande soient équipés d'électronique hollandaise et de canons suisses ou suédois. Seule l'accumulation de renseignements de chacun de ces pays peut fournir une image précise de la transaction totale. Les mouvements d'opposition des pays importateurs d'armes peuvent aussi fournir d'appréciables renseignements. Quand des gouvernements européens essaient de nier que leurs armes sont utilisées en violation des droits de l'homme, des données précises et des photos reçues du pays concerné sont utilisées pour les membres de l'Enaat à titre de preuves.

Le commerce des armes est difficile à appréhender. L'information est souvent secrète et peut seulement être obtenue par une recherche active. Depuis la guerre du Golfe, les Nations unies se sont jointes à la recherche de la transparence. L'armement très important de l'Irak a fait réaliser par beaucoup, les dangers du commerce des armes. L'Assemblée générale a demandé une enquête sur ce commerce pour les armes conventionnelles majeures afin que le monde ne se trouve jamais à nouveau pris à contre-pied par un pays s'étant surarmé d'une telle façon menaçante. Le résultat en est le *Registre des armes conventionnelles* de l'ONU publié depuis 1993 et auquel participent 80 pays.

Bien que le *Registre* apparaisse comme un pas utile vers une plus grande transparence dans le monde obscur du commerce des armes, il n'a pas à ce jour apporté plus que cela. La Convention ne comporte pas de sanctions contre les pays achetant de grandes quantités d'armes ou contre leurs fournisseurs. Une chose apparut clairement à la publication de ce *Registre* : les fournisseurs les plus importants sont les membres du Conseil de sécurité, l'organisme le plus responsable de l'Organisation même qui a lancé le *Registre*. Malheureusement, il est impro-

bable qu'un membre du Conseil de sécurité accepte quelque restriction que ce soit de l'ONU sur ses ventes d'armes.

Il n'est pas facile de limiter le commerce des armes. Les gouvernements ont de nombreuses raisons de poursuivre leurs achats et leurs ventes. Il semble qu'il n'y ait qu'une possibilité de progresser : les peuples des pays acheteurs et vendeurs doivent organiser des groupes de pression pour convaincre leurs gouvernements qu'en fin de compte le commerce des armes ne connaîtra que des perdants. Il ne rendra pas le monde plus sûr ni meilleur. C'est un danger sérieux qu'il faut stopper.

Les affaires ralentissent dans le commerce des armes. Depuis la fin de la guerre froide, les industries d'armement européennes et américaines ont été confrontées à un marché en régression. La détente entre l'Est et l'Ouest a réduit la demande, tandis que les politiques économiques d'austérité ont conduit à encore plus de coupes dans les budgets militaires. Les armées occidentales ont souvent préféré le choix d'une modernisation ou d'une rénovation d'armes anciennes à l'achat d'armes plus modernes mais d'un coût très élevé. Une occasion unique de mettre un terme au commerce des armes et de convertir la production militaire en production de biens civils a été créé. Malheureusement la conversion s'est rarement produite.

Les raisons en sont évidentes : les fournisseurs constituent une industrie hautement spécialisée avec son propre réseau de ventes et une grande protection gouvernementale. La conversion en industrie civile entraîne le sacrifice de connaissances spécialisées et le risque d'une perte de part de marché. Ce n'est pas un horizon attractif dans une période de difficultés économiques. A peine surprenant, donc, que la plupart des industries nationales d'armement cherchent d'autres voies pour rester dans les affaires. La réduction des coûts et les restructurations sont devenues à l'ordre du jour ; des reprises internationales sont prêtes et tout cela s'accompagne d'une suppression massive d'emplois.

Une autre façon pour les fournisseurs de surmonter ces difficultés économiques est de trouver de nouveaux clients. La source la plus prometteuse est à rechercher dans ces pays du tiers-monde qui peuvent se permettre ces dépenses. Pendant environ une décennie, le Moyen-Orient fut le plus gros acheteur d'équipement militaire occidental. Depuis quelques années le marché le plus prometteur s'est déplacé vers l'Asie du Sud-Est.

Campagne contre l'armement de l'Indonésie

L'Asie du Sud-Est est un marché en rapide expansion pour l'Europe. Les pays d'extrême-orient ont un bon développement économique et de l'argent à dépenser. Leurs armées améliorent et augmentent leurs

équipements militaires par l'importation d'armes de grande qualité. En bref, la région devient une des parties du monde les mieux armées.

Les relations entre les différents pays, cependant, sont loin d'être stables et il y a un potentiel grandissant de conflits. Depuis le retrait partiel des USA comme protecteur militaire de l'Asie du Sud-Est la compétition pour devenir la nouvelle puissance dominante a grandi. De plus, plusieurs des pays concernés violent les droits de l'homme et démocratiques de leurs peuples.

L'Indonésie est un de ces cas. Les libertés civiles dans ce pays sont continuellement supprimées par le général Suharto. Les libertés d'expression sont limitées ; les syndicats indépendants sont interdits. Les minorités telles que les peuples indigènes de la Papousie (Nouvelle-Guinée) occidentale sont traitées en citoyen de second rang. Et depuis que l'Indonésie a violé la loi internationale par son occupation illégale du Timor oriental en 1975, les protestations du peuple timorien ont été étouffées dans une répression sanglante.

De toutes ces violations des droits de l'homme l'armée indonésienne joue un grand rôle central. Le premier devoir des militaires n'est pas de défendre l'Indonésie contre des ennemis extérieurs mais de combattre "l'ennemi intérieur" ce qui veut dire les mouvements d'opposition. Il y a de fréquentes violations des droits de l'homme par l'armée car les troupes responsables savent qu'elles ne seront pas châtiées. Cette armée reçoit ses armes des usines européennes.

En 1994 l'Enaat a lancé une campagne contre la vente d'armes à l'Indonésie. Encore plus d'armes seront livrées à l'armée indonésienne dans un proche avenir et d'autres commandes sont attendues. Du matériel militaire d'occasion est également vendu à l'Indonésie. Des membres de l'Enaat essaient d'arrêter ces transactions par des campagnes d'action, d'information et de pression. Ils collaborent avec des groupes de solidarité en Indonésie et au Timor oriental pour l'échange de renseignements et le renforcement de l'action commune. De cette façon ils espèrent aider les peuples vivant dans l'archipel indonésien dans leur lutte pour la démocratie et la justice.

Une brochure¹ a été publiée pour donner un aperçu du travail de l'Enaat et des informations sur le commerce des armes en Indonésie, la situation en Asie du Sud-Est et le rôle de l'armée indonésienne. Le but de cette brochure est d'informer les militants, les journalistes, les hommes politiques et tous ceux concernés par les violations des droits de l'homme et la situation de l'armement en Indonésie et en Asie du Sud-Est d'une façon générale. Il est aussi d'inspirer de nouveaux militants. Ensemble nous pensons stopper le commerce des armes en Indonésie.

*Membre du collectif AMOK (Pays-Bas)

1) *Stop Arming Indonesia. A European perspective on arms trade to a military regime*, Enaat, 74 pages, disponibles au CDRPC 50 F., port compris



Des fissures dans le bastion indonésien ?

C'est par un coup d'État en 1965 que le « général au sourire » indonésien Suharto est arrivé au pouvoir. Dans les trente années qui ont suivi, l'Indonésie est devenue, malgré une résistance intérieure permanente et une pression internationale grandissante contre le pays qui détient le record des atteintes aux droits de l'homme, un des régimes les plus stables au monde.

Welmoed Koekebakker

Cet article veut éclairer la façon dont cette stabilité a été obtenue. Quel est le rôle des militaires ? Comment ont-ils pu réussir à maintenir la légitimité et le prestige nécessaire pour y parvenir ? La situation politique aujourd'hui est plus compliquée que celle qui avait caractérisé le coup d'État. Alors qu'il est bien connu que des tensions existent entre le président et le Cilangkap, QG des forces armées, il est également clair que les deux parties sont liées l'une à l'autre.

Et qu'en est-il des droits de l'homme ? Les tensions permanentes au sein de la classe politique conduiront-elles à une amélioration si et quand Suharto abandonnera le pouvoir ?

Les premiers chapitres traiteront de la mise en place des premiers développements de l'armée indonésienne et de son ingérence croissante dans la vie politique, et traceront les contours de l'histoire derrière le conflit classique entre les pouvoirs civil et militaire. Dans la deuxiè-

me partie sera faite une analyse de la base du pouvoir des forces armées depuis 1965 des points de vue économique, politique et idéologique. La dernière partie traitera des conflits au sein du régime indonésien depuis le début des années 1990 et leurs conséquences pour les droits de l'homme¹.

L'héritage de la guerre coloniale

L'armée indonésienne a été formée le 5 octobre 1945 pour défendre l'indépendance récemment acquise proclamée le 17 août 1945, deux jours après la reddition du Japon, par deux dirigeants nationalistes les plus éminents, Sukarno et Hatta.

Les Pays-Bas, refusant de reconnaître la nouvelle République, tentèrent de réinstaller par la force leur autorité coloniale. Des troupes furent envoyées et deux opérations (la première nommée "Opération Product") furent menées. L'armée indonésienne, incapable de faire

face dans une guerre conventionnelle, se résolut à la tactique de la guérilla en s'appuyant sur une collaboration étroite avec les civils et une coordination attentive des fonctions politiques et militaires.

Il y avait peu d'unité au sein de l'armée révolutionnaire. Un commandement militaire central manquait et des commandements locaux se conduisaient souvent en "chefs suprêmes". Une partie des troupes était des "afridis" : recrutés parmi de militants politiques, des paysans et parfois des bandits. La plus grande partie était affiliée et seulement ensuite "incorporée" dans l'armée régulière. La discipline et la cohérence idéologique étaient absentes.

Des rivalités entre différentes unités conduisaient à une lutte interne. L'incident interne le plus sérieux se produisit en 1948 quand les troupes fidèles à Sukarno battirent les unités communistes et "afridis" à Madiun. Le résultat fut que Sukarno acquit les faveurs des USA, dont la politique étrangère à cette époque était basée sur "l'endiguement" du communisme. Les officiers de la nouvelle armée venaient d'horizon différents. Un petit groupe avait reçu une formation militaire professionnelle dans le *Knil*, l'armée coloniale hollandaise, qu'ils avaient désertée en 1945 pour se joindre à la lutte pour l'indépendance. La plupart venaient des troupes *Peta* des forces d'occupation japonaises. Quelques uns avaient un passé "afridis", quelques autres étaient des aristocrates, mais la majorité venait des classes moyennes de petites villes et la notion de révolution sociale au profit des masses rurales leur était étrangère. La plupart étaient javanais et musulmans non-orthodoxes. Même si les officiers utilisaient volontiers la rhétorique égalitaire, ils étaient en fait élitistes².

Lorsque la paix revint et que la souveraineté fut accordée à l'Indonésie en 1949, c'étaient là le résultat d'une pression internationale exercée sur les Pays-Bas. La guerre, si elle s'était poursuivie, serait restée dans l'impasse en cours, aucune des parties ne pouvant obtenir une victoire complète.

Les expériences de l'armée indonésienne au cours de la révolution ont formé ses développements ultérieurs dans différents domaines. D'abord il n'y a pas eu de division nette entre les tâches politiques et militaire : la lutte pour l'indépendance était politiquement motivée. Quand les dirigeants civils indonésiens furent emprisonnés par les Hollandais en décembre 1948, la direction de facto de la révolution fut reprise par les militaires ; c'était l'armée qui gouvernait les zones contrôlées par les nationalistes.

Deuxièmement des tensions s'étaient produites entre les dirigeants civils et militaires, cela depuis le début. De nombreux responsables militaires ne considéraient pas la diplomatie comme option valable et les concessions que Sukarno et Hatta avaient engendré une méfiance permanente³.

Troisièmement, l'écart social entre la majorité de l'élite des officiers et la population rurale explique l'alliance résultante d'engagement dans le développement d'un nouvel ordre social et politique.

Et enfin, la guerre coloniale, page noire dans l'histoire hollandaise moderne, fournit une explication historique à la popularité actuelle des forces armées.

En conclusion, le régime militaire actuel a continué à souligner l'importance de la lutte armée pour l'indépendance et à minimiser les activités diplomatiques de dirigeants civils dans les textes officiels d'histoire (matériel éducatif, films, etc.). L'idée d'une lutte héroïque pour l'indépendance contribue au prestige des militaires et fournit une base idéologique sur le rôle de l'armée dans l'Indonésie d'aujourd'hui.

De la démocratie libérale à la loi martiale

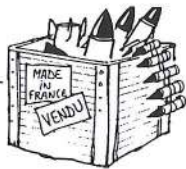
En 1950, peu après l'indépendance, l'Indonésie a adopté une constitution parlementaire dans laquelle l'armée était subordonnée à l'autorité civile. Cela ne mit en aucune façon fin au rôle politique des militaires, les jeunes chefs militaires (Simatupang, Nasution), les technocrates formés par le *Knil*, envisageaient une armée professionnelle et modernisée mais pas nécessairement apolitique.

Cela exigea une réorganisation énergique engendrant un conflit interne entre les dirigeants et les vieux guérilleros qui craignaient ce qui semblait être leur congé inévitable.

Le 17 octobre 1952, les chefs militaires organisèrent une manifestation en face du palais présidentiel espérant forcer Sukarno à dissoudre le Parlement et ainsi mettre fin à son ingérence dans la réorganisation interne des forces armées. Le "putsch de Nasution" échoua, les chefs militaires subissant un échec.

Ces événements occasionnèrent la première crise majeure entre les civils et une partie des chefs militaires. Au début des années 50 Jakarta fut confronté à une résistance locale et à un nationalisme périphérique. La crise la plus grave se produisit en 1956-57. Un mouvement régional, dominé par des chefs militaires locaux insatisfaits de la domination politique et de l'exploitation économique de Java et suspects d'influences communistes, organisèrent une série de "coups" dont la population musulmane fut victime.

Le président Sukarno, sous la pression des militaires, répondit en déclarant la loi martiale, mettant ainsi fin à la démocratie libérale. Le commandement militaire central, sous Nasution, resta fidèle au président. Aux yeux des forces armées, la démocratie libérale échoua à cause de l'incompétence et de l'égoïsme des politiciens. Cela, cependant ne prend pas en compte leur propre rôle : en fait l'opposition d'officiers dissidents dans les régions périphériques ouvrit la voie pour une intervention directe des militaires dans le gouvernement sous la loi martiale.



Démocratie dirigée : militarisation cachée

La démocratie dirigée prit pour base la "constitution de 1945" qui remplaça la constitution parlementaire en 1959 et donna au président des pouvoirs très étendus. Bien que les chefs militaires aient soutenu le président dans le nouveau système, ils devinrent progressivement rivaux. Par réaction, le président chercha de plus en plus refuge dans le seul parti doté d'une puissance de base ferme, le parti communiste (PKI). Dans ce triangle constitué par l'armée, le président et le PKI, le président se voyait lui-même comme un montreur de marionnettes, mais il était de plus en plus évident que c'était l'armée qui tirait les ficelles.

Il y a de nombreux exemples de pays dans lesquels la loi martiale décrétée pour des raisons spécifiques et une période précise, a conduit l'armée à accroître son influence politique, à laquelle il est alors difficile de renoncer lorsque la période de crise est passée. Les Philippines sous Marcos en sont un bon exemple : après que Marcos eût décrété la loi martiale en 1972 s'ensuivit une procédure feutrée de militarisation. En Indonésie, la loi martiale a initié la période de pouvoir politique de l'armée. Officiellement, la loi martiale fut, en 1957, une réponse aux soulèvements régionaux. Elle resta en application jusqu'en 1963 : au cours de cette période l'Indonésie fut confrontée aux Pays-Bas au travers de West Irian et se battit contre le Darul islam.

En 1964 une nouvelle forme de loi martiale fut appliquée au cours du conflit avec la Malaisie. La loi martiale donna au commandement militaire central et aux chefs régionaux des pouvoirs étendus, à la fin dans la prise de décision et dans des actions contre leur adversaires politiques. Sukarno nomma des officiers militaires à des postes-clés. Le parti communiste par suite de sa politique de confrontation avec la Malaisie et West Irian joua la jeu de l'armée qui avec le soutien militaire de l'URSS devint une des mieux équipées du tiers-monde.

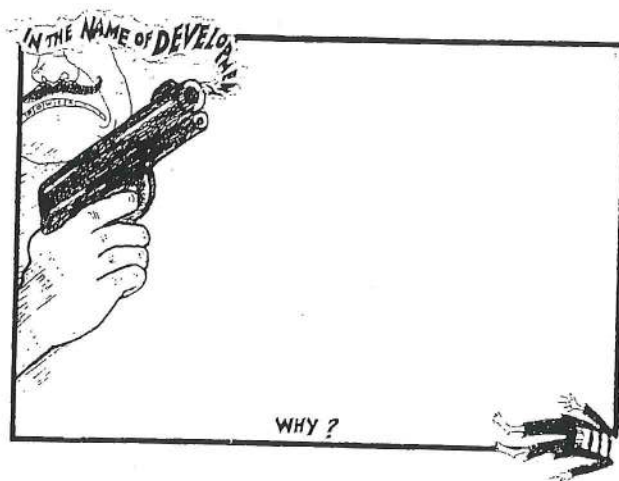
L'armée étendit également son pouvoir sur l'économie. Pendant la révolution l'armée avait organisé ses propres finances car il n'y avait pas de budget central. La contrebande avec les commerçants chinois était une méthode en vogue. Au milieu des années 1950 ces activités se développèrent : selon l'administration concernée, cela était dû au fait que le gouvernement central ne lui donnait pas de moyens suffisants.

La participation de l'armée dans les activités économiques eut son apogée sous la loi martiale lorsque les commandants locaux usaient de leur influence pour obtenir des licences, des contrats, des crédits et la protection à des sociétés qui avaient des liens avec l'armée. Le maximum fut atteint en 1957 quand fut introduite la politique de nationalisations des plantations, des sociétés pétrolières, minières et de négoce.

Ces sociétés étaient le cœur de l'économie indonésienne mais se trouvaient encore entre des mains hollandaise. La plupart furent placées sous l'autorité militaire

et des officiers de l'armée furent nommés comme directeurs et administrateurs. Cela procura aux militaires non seulement une source effrénée de revenus au détriment de l'économie nationale, mais conduisit à une corruption déchaînée et à un enrichissement personnel des plus hauts responsables militaires.

Le chef d'état-major Nasution entreprit une action contre plusieurs cas d'abus mais en 1962 il fut remplacé par le général Yani plus conciliant avec la corruption et avait acquis lui-même une grande fortune. Les chefs militaires poursuivirent leur minage de la politique de Sukarno. La crise se développa avec un déclin économique rapide et des contradictions sociales grandissantes entre les propriétaires terriens javanais et les syndicats radicaux des paysans. Il se produisit même des affrontements directs entre les syndicats radicaux des travailleurs des plantations et les généraux gérants des plantations nationalisées.



Le coup d'État

Dans la nuit du 30 septembre 1965, six membres de l'état-major, parmi eux Yani, furent assassinés par un groupe d'officiers sous le commandement du colonel Untung. Ils prirent le nom de mouvement du 30 septembre et prétendirent avoir évité un "coup" contre Sukarno. C'est alors que le général Suharto prit le pouvoir, dissolut le mouvement du 30 septembre et accusa le parti communiste d'être le cerveau instigateur du "coup" alors que Sukarto était enclin à interpréter les circonstances du "coup" au détriment du PKI, les assassinats mal préparés et le liens entre Untung et Suharto font penser à une participation de ce dernier plus grande qu'il ne voulut l'admettre⁵. Une persécution à grande échelle des communistes, syndicalistes, dirigeants des paysans, organisations féminines, etc., par les militaires, les islamistes enrôlés et autres groupes anticommunistes, suivirent l'accession au pouvoir de Suharto.

Plus d'un demi-million de personnes furent tuées et un nombre égal emprisonnées entre octobre 1965 et octobre 1966. La plupart restèrent incarcérés jusqu'à la fin des années 1970 sans jamais être jugées. Même après

leur libération ils restèrent des citoyens de second rang. Durant cette période pas plus d'un millier de personnes furent jugées. Ils parurent devant des tribunaux militaires où il y avait peu de chance de bénéficier d'un jugement équitable. Plusieurs furent condamnés à mort et même jusqu'en 1990 Suharto ordonnait encore l'exécution de gens qui avaient été emprisonnés pendant plus de 25 ans !

L'ordre nouveau, l'armée au pouvoir

Bien que des militaires puissent monter un coup sans l'aide de civils, ils ne peuvent se renforcer et conserver le pouvoir pendant une longue période qu'en s'alliant aux élites civiles⁶. Quand Suharto prit le pouvoir en 1965, ils étaient principalement épaulés par les militaires. Les forces armées *Abri* contrôlaient l'État sans l'ordre nouveau. Des officiels militaires occupaient, sans exception, les portefeuilles clés du cabinet tels que l'Intérieur, la Défense et la Sécurité. Dans les autres ministères, si le ministre n'était pas un militaire, les chefs de cabinet l'étaient. Le Parlement était réduit à une chambre consultative et 20 % des sièges étaient réservés aux militaires.

L'État contrôlait les élections parlementaires au moyen d'un veto sur les candidats et définissait les structures des partis. Un parti officiel représentait la politique du gouvernement (*Golkar*).

Peu à peu les militaires étendirent leur mainmise sur l'administration centrale de l'État. Les fonctionnaires civils furent remplacés par des militaires, procédure appelée "verdissement".

Tous les leviers de commande de l'administration de l'État étaient alors sous la domination des militaires. Les civils n'avaient que des fonctions spécialisées avec des conseillers militaires comme supérieurs. Une étude a montré que ce processus s'est accéléré au cours des années 1980.⁷

Les militaires exerçaient un contrôle sur le gouvernement avec l'aide d'un service de sécurité de grande envergure. Les forces armées (*Abri*) sont organisés sur une "base territoriale" en unités couvrant tout le pays pratiquement en parallèle avec les structures de l'État (*Kodem, Koram, etc.*). Ce système permet à l'armée d'exercer son influence sur le gouvernement civil et se trouve facilité du fait que les anciens commandants locaux sont souvent nommés à la tête des gouvernements civils locaux. De plus ils servent d'agents locaux du service central de sécurité (*Kopkamtib*), maintenant appelé *Bakorstanas*. *Kopkamtib* avait l'assistance des services secrets *Bakin*, également largement militaire.

En bref, le gouvernement était dominé par l'armée mais cela ne signifie pas que l'État était entièrement un appareil militaire. Les militaires recrutèrent aussi des civils pour des postes de direction. Un groupe important était composé de technocrates. Nombreux étaient les

économistes formés aux États-Unis (d'où la "mafia Berkeley") et chargés de la planification de l'économie. Les personnes avec une formation politique dans les structures sociales étaient systématiquement éliminées du gouvernement car il fallait empêcher à tout prix la politisation des groupes sociaux.

A leur place l'Ordre nouveau créait des corporations subventionnées dans divers secteurs sociaux tels que les ouvriers (syndicats), la jeunesse, le juridique, etc. Ces corporations ou organisations fonctionnelles sont les seuls groupes autorisés et pratiquement elles contrôlent le secteur entier, servant d'instruments de patronage et de mobilisation. Le décret sur les organisations sociales (*Ormas*) de 1985 fut pris pour légaliser officiellement ce corporatisme.

A part la répression et le corporatisme, l'idéologie est un troisième instrument important de contrôle social. L'idéologie d'État appelée *Pancasila*, est le mode de pensée obligatoire pour tout citoyen indonésien.

Le "dwifungsi" comme idéologie militaire

Il y a peu de nation avec une doctrine aussi détaillée et aussi largement acceptée concernant l'armée que l'Indonésie. Le concept de base du rôle de l'armée fut défini par le chef d'état-major Nasution en 1957, quand il formula la théorie d'une "voie moyenne" qui définit et légitimise le rôle de l'armée dans la société. Il avait révisé sa théorie originelle et était arrivé à la conclusion que le modèle occidental apolitique ne convenait pas à la situation indonésienne.

D'après Nasution, l'armée indonésienne ne devrait pas suivre le modèle occidental d'une armée comme simple instrument entre les mains du gouvernement. D'autre part elle ne devrait pas non plus prendre le pouvoir car cela déclencherait une série de "coups" et de "contre-coups" comme cela a été démontré en Amérique latine. Au lieu de cela l'armée devrait opter pour une voie moyenne : « *Le soldat et le partisan [...] doivent avoir les deux pieds dans la politique.* »⁸

La théorie de Nasution contenait le noyau de la doctrine *dwifungsi*, telle qu'elle devait être connue officiellement. L'armée devrait avoir une double fonction, à la fois en matière politique et dans les domaines social, politique et économique.

Intérêts économiques

A partir de 1957, les intérêts économiques des militaires formèrent un composant important de la base de pouvoir croissant. La sauvegarde de ces intérêts fut certainement une des raisons du putsch. Au travers de leurs activités économiques, les unités de



l'armée assuraient les finances pour les salaires, les armes, le logement, etc., ce que le gouvernement central leur refusait. Cela, entre autres, fut à la base de révoltes régionales qui conduisirent à la loi martiale et qui en même temps renforça la position des militaires dans le centre du pouvoir.

L'intégration des militaires et l'économie s'intensifièrent sous l'Ordre nouveau⁹. C'est sur la base de cette intégration que le chercheur Nicole Ball cite l'Indonésie comme un exemple classique d'un pays dans lequel les statistiques officielles sur l'achat d'armes et les taxes sur l'économie par les militaires sont bien en-dessous des chiffres réels¹⁰. Des experts militaires et des chercheurs sur la paix ont estimé jusqu'à présent que le budget réel serait deux ou trois fois les chiffres officiels. L'amiral Sudomo, cependant, chef du redouté commando de sécurité *Bakorstanas*, signala il y a quelque temps, que le budget réel pourrait même être sept fois plus élevé que le chiffre officiel¹¹.

Patronage et pouvoir centrifuge

Le pouvoir politique a le pas sur le pouvoir économique dans l'Ordre nouveau. Le contrôle des postes dans le gouvernement est le moyen le plus important pour accumuler des fortunes et aucune société n'a de chances de succès sans protection politique.

Le groupe autour de Suharto, l'élite militaire et leurs partenaires commerciaux locaux (Chinois) et internationaux furent, en raison de leur accès au niveau de l'État, les premiers à profiter de l'aventure de l'économie aux capitaux étrangers qui suivit le "coup". En conséquence, sans la protection des structures étatiques existantes, autoritaires et bureaucratiques, une classe locale capitaliste s'instaura. Cette classe fortunée est liée de multiples façons aux militaires.

Des unités de l'armée dirigeant des sociétés privées tandis que des sociétés d'États sont dirigées par des militaires. Des sociétés privées sont entremêlées dans un réseau de *joint ventures* avec ces sociétés militaires et dépendent pour leurs concessions et contrats de la protection de la bureaucratie étatique des militaires. Les fonctionnaires militaires supérieurs appartiennent aux classes les plus riches, etc.

Les militaires ont un double rôle en tant que fonction dominante dans l'administration d'État et comme partie du capital national. En tant que groupe le plus puissant de l'administration d'État, les militaires, par exemple, du flux de capitaux étrangers, cependant que comme groupe dominant dans la classe nationale capitaliste leurs intérêts s'opposent à ceux des capitaux étrangers¹².

Ces conflits d'intérêts génèrent des contradictions dans l'économie, et pas des moindres dans la politique d'industrialisation. A la longue le système du clientélis-

me politique est un obstacle pour un développement ultérieur car la corruption et l'arbitraire dans l'application des règlements crée un climat instable pour l'investissement.

Par définition, il y a des tensions entre le groupe Suharto, l'élite des fonctionnaires militaires, leur clientèle, et les autres pôles économiques, y compris les investisseurs étrangers et les capitalistes nationaux indépendants. Ces conflits se concentrent sur la mesure et l'orientation de l'intervention et de l'interférence de l'État par la bureaucratie et se sont produits nombre de fois en 1974, 78, 82, 87, 92, 93 et 94 avec des alliances variables. Les liens de protection entre Suharto et les autres groupes puissants sont des forces centrifuges qui s'opposent en permanence au statu quo. Il est à noter que les protestations des nouveaux groupes d'intérêt sont dirigées vers les groupes clientèles (financiers chinois, fonctionnaires, etc.), tandis que Suharto survit à chaque nouvelle crise et reste au centre du pouvoir.

Depuis 1983, quand la baisse du prix du pétrole provoqua une réduction catastrophique des revenus de l'Indonésie, les militaires et les fonctionnaires supérieurs furent placés sous la pression de la Banque mondiale et perdirent quelque peu de leur mainmise sur les investissements et intervention de l'État. La situation de la clique Suharto reste cependant inchangée.

Retour aux casernes ?

La doctrine *dwifungsi* qui légitimise l'omniprésence de l'armée, a reçu un statut officiel en 1982 quand les nouvelles lois sur la défense furent adoptées. Depuis mi-1989, cependant, il y a eu des discussions dans certains cercles politiques sur le *Keterbukaan*, littéralement "ouverture", mot indonésien pour *glasnot*. Parmi d'autres conséquences, le rôle politique des forces armées et l'interprétation de la *dwifungsi* ont été en débat¹³.

Au début des années 1990 des groupes à la fois internes et externes à l'*Abri* prirent position en faveur d'un rôle moins important des forces armées : « *Tut wvri handayani* », vieux proverbe javanais qui se traduit par "gouverner dans la coulisse". Suharto a marqué son intérêt pour cette thèse, par exemple par l'intermédiaire du commandant Faisal Tanjung, un partisan de Suharto. Dans plusieurs déclarations importantes, depuis la fin de 1993, Suharto a également dit que « *Pancasila devrait être conduite avec souplesse* » et que « *l'accent sur la sécurité dans l'élaboration de la politique courante devrait être reporté sur le social* ». Dans ces déclarations il qualifie *Abri* de « *conservatrice* », se présente comme un réformateur et met en cause la suprématie de l'armée.

Des positions divergentes sont maintenant apparues dans l'armée elle-même. Même Abdul Haris Nasution, le

père du *dwifungsi* a pris une position plus modérée. Il sent que l'armée est devenue trop impliquée dans la politique. Cependant ce n'est qu'une minorité qui suit la ligne Nasution. Les généraux de l'élite militaire et la majorité des officiers ont un point de vue opposé. Ils ne veulent pas mettre en question le *dwifungsi* ni abandonner leur suprématie¹⁴. Un retour volontaire dans les casernes, en d'autres mots, n'est pas envisageable.

Le pouvoir d'*Abri* s'est graduellement usé dans les zones dans lesquelles il était fermement acquis. Le nombre de militaires *karyawan* a diminué : depuis plusieurs années maintenant Suharto a accru la participation de civils dans l'administration et le cabinet, aujourd'hui des officiers sont rarement nommés à des postes-clés et de plus en plus rarement à des postes de gouverneurs provinciaux. Depuis le début des années 1980 aucun officier n'a été nommé à un poste élevé dans le cabinet. Néanmoins les *karyawan* militaires sont encore en position dominante¹⁵.

L'influence économique d'*Abri* est moins forte qu'elle ne l'était : plusieurs entreprises militaires ont fait faillite à la suite de corruption ou d'incompétence. Cependant, alors que la situation d'*Abri* dans la politique et dans l'économie est sous pression, elle reste l'instrument principal du contrôle politique et de la répression. Il y a un représentant d'*Abri* dans chaque village, chaque district et chaque chef-lieu provincial avec un commando local et un service de renseignements à sa disposition. *Abri* exerce un contrôle social par l'intermédiaire de ces troupes et du *Sagas Intel* (commandos intégrés du renseignement). Le rôle prépondérant de militaires dans le contrôle de la société n'a vraiment pas régressé.

Le rôle de l'armée sur le plan politique est moins évident qu'en 1966. Cela ne résulte pas d'un changement de vue à l'intérieur d'*Abri* et d'autres classes politiques, mais plutôt des efforts de Suharto pour renforcer d'autres groupes influents, tels que le *Golkar* et des groupes islamistes, en guise de contrepoids à *Abri* et pour sauvegarder sa propre situation à long terme.

Comme protecteur principal, Suharto a progressivement construit un réseau de relations avec des gens qui éprouvent pour lui de la fidélité, en tant que personne, plutôt qu'à l'armée. La dictature militaire a par contre pris de plus en plus l'allure d'une dictature personnelle.

Il est difficile actuellement de dire si et comment les généraux essaieront de retrouver leur pouvoir politique. Il n'y a pas d'organisations de jeunes officiers radicalement orientés en politique en Indonésie et qui sont prêts à tenter un putsch, tels que les *Ramboys* ou *You* aux Philippines. Il est à noter cependant que plusieurs généraux ont exprimé leur sympathie à des manifestants étudiants ou paysans.

Il n'y a pas de signe que le général Suharto, le plus puissant en Indonésie, rentrera lui-même à la caserne. Bien que Suharto ait annoncé dans son autobiographie controversée¹⁶ qu'il ne sera pas candidat aux prochaines élections. Il en est à son sixième mandat. La course à sa succession est maintenant ouvertement engagée.

Opposition entre Suharto et les militaires

Des événements récents montrent qu'il a de tensions manifestes entre Suharto et *Abri*. Quand Suharto accéda au pouvoir en 1965, il pouvait compter sur le soutien écrasant des forces armées. Au cours des années 1970 il apparut que cette fidélité n'était pas toujours inconditionnelle. Le style personnel de gouvernement de Suharto provoqua à plusieurs reprises des conflits entre lui et le généraux. Pour conserver son pouvoir Suharto dut consolider sa situation dans le *Golkar*, le parti gouvernemental, l'administration et son alliance avec les groupes commerciaux. En même temps il veilla que les forces armées aient une position moins marquante dans la politique.

L'opposition entre Suharto et les militaires s'envenima à plusieurs reprises au cours des dernières années. Le remaniement à l'intérieur de l'armée fut la première manifestation. En 1983 Suharto lança un plan de réorganisation qui devait transformer *Abri* en armée professionnelle. Le général Benny Murdani fondit les différents services de renseignements mentionnés ci-dessous dans le *Bais*.

Murdani exerçait l'autorité par le *Bias* tandis que Suharto contrôlait le *Bakin*. En 1994 Suharto démarra un autre remaniement de grande envergure dans l'armée. Au cours de cette opération il éloigna Murdani, dissout le *Bias* et le remplaça par la *Bia* placé sous son propre contrôle. La procédure de nomination des militaires est un instrument puissant entre les mains de Suharto. Bien que les responsables militaires donnent un avis, il a une « prérogative présidentielle »¹⁷.

Haryoto, qui était chef d'état-major dans le *Sospol* (département des affaires sociales et politiques), fut par exemple, remplacé par Hartono. Haryoto soutenait une position prééminente de l'armée alors que Hartono avait une ligne plus modérée. La formation du cabinet en 1993 fut un exemple clair d'un domaine conflictuel entre Suharto et Cilangkap, le quartier général de l'*Abri*. Le 11 mars 1993, le nouveau super-parlement, le MPR nomma Suharto président et Try Sutrisno vice-président, *Abri* avait nommé Try, s'écartant délibérément de la tradition d'attendre la recommandation de Suharto. *Abri* savait parfaitement que son adversaire le D^r B.J. Habibie, ministre de la Technologie, serait le candidat de Suharto. Comme Suharto ne voulait pas risquer un conflit ouvert avec les militaires, il fut placé devant un fait accompli et dut accepter la nomination de Try. Cependant, comme riposte, Suharto provoqua une réduction massive du nombre de représentants d'*Abri* dans le nouveau cabinet (cette question du nombre de siège d'*Abri* au Parlement était venue en discussion de temps en temps).

Plusieurs officiers en vue, dont le général Sembiring, furent remplacés. A part Try Sutrisno et Gdi Sudrayat, ministre de la Défense et commandant des forces armées, les militaires ont un nombre de représentants assez peu important¹⁸.



Golkar, parti gouvernemental au pouvoir¹⁹ est un autre domaine du conflit entre Suharto et *Abri*. Suharto utilisait le *Golkar* comme moyen de pression politique et électoral. Malheureusement cette discussion ne permet pas une analyse profonde de la position du *Golkar* mais les rapports entre le *Golkar* et l'armée peut être résumé comme suit : les forces armées appartenaient aux pères fondateurs du *Golkar* et le *Golkar* était l'arme politique d'*Abri*. Le conflit entre *Abri* et Suharto se reflète dans le conflit à l'intérieur du *Golkar* sur la nomination du président. Harmoko, qui fut poussé par Habibie, proche conseiller de Suharto, était président. A plusieurs niveaux les candidats du cercle Suharto battirent les candidats d'*Abri*. Il en est qui voient cela en termes de rivalité entre les civils et les militaires. H. Crouch, expert de l'armée indonésienne pense qu'il est plus probable que la différence se trouve entre un candidat présenté par Suharto et un autre qui ne l'est pas. Harmoko fut élu non pas parce que c'était un civil mais parce qu'il était candidat de Suharto. En fait, le candidat de Suharto aurait pu être un représentant modéré d'*Abri* plutôt qu'un civil²⁰. Il y a trois autres domaines montrant l'opposition entre Suharto et les militaires : le successeur de Suharto, le Timor oriental et l'achat des armes. Je vais donc traiter chacun des trois.

Le successeur de Suharto

Que Suharto ait à plusieurs reprises annoncé sa retraite, ses vraies intentions ne seront pas connues. Le reverra-t-on en 1998 ? Ou restera-t-il au pouvoir toute sa vie comme Franco ou Kim et beaucoup d'autres avant lui ? Suharto envisage probablement comme successeur un "élu" dont la désignation garantirait un transfert en douceur du pouvoir, sauvegarderait la fortune de la famille Suharto, et lui permettrait de jouer en coulisse le rôle de montreur de marionnettes.

Il y a deux candidats probables pour ce rôle : Try Sutrisno et le Dr B.J. Habibie. Tous les deux sont redevables à Suharto de leur situation actuelle. Habibie est maintenant en train d'établir une base solide pour le pouvoir tandis que Try opère dans l'ombre. Cela correspond tout à fait à la politique menée par Suharto pour réduire l'influence des militaires par l'extension de l'influence des civils (le groupe Habibie). Mais Suharto devra faire droit aux exigences des militaires car il ne peut se permettre un affrontement public entre Habibie qui représente le groupe des technocrates, des fonctionnaires et des technologues, et Try qui agit pour le compte des militaires. Cela pourrait faire de Sutrisno le candidat le plus probable.

Cependant Habibie reste un candidat sérieux. Il est le favori de Suharto qu'il a rappelé d'Allemagne dans les années 1970, lorsqu'il travaillait pour la société aéronautique MBB. Il est ministre de la Technologie, il supervi-

se la mise en place du complexe militaro-industriel indonésien, il préside la très influente ICMI (Alliance des intellectuels musulmans indonésiens), forum composé de technocrates, fonctionnaires et même de militants sociaux, tous dévoués à Suharto. C'est une des places fortes de Suharto et une source d'antagonisme entre Habibie et les militaires. Try est également éligible. Il est javanais, musulman et accepté par toutes les tendances de l'armée. Sa fidélité à Suharto est au-delà de tout soupçon. Il était déjà présenté comme le successeur de Suharto mais l'effusion de sang à Santa Cruz a affaibli son image politique.

Timor oriental

Le massacre de Santa Cruz le 12 novembre 1991 a gâché la réputation de l'armée. *Abri* suspecte Suharto de l'avoir laissé recevoir le choc. Tout d'abord Suharto a soutenu le ministre des Affaires étrangères, Ali Alatas prêt à admettre l'envoi d'une délégation parlementaire au Timor oriental. L'armée répondit à la manifestation de la jeunesse à Santa Cruz le 12 novembre avec une violence insensée et sanglante. L'armée dénonça la "subversion" et Try déclara que 12 personnes avaient été tuées. Suharto se démarqua en nommant sa propre commission d'enquête, laquelle fit état de 50 victimes, en désaccord avec le rapport de l'armée et encore très loin de la réalité. Le nouveau commandant régional, nouvellement nommé, essaya de dédouaner *Abri* en faisant passer en cour martiale plusieurs officiers impliqués dans le bain de sang. La capture du chef du Fretelin, Xanana, fournit un prétexte facile pour légitimer le massacre et aider à la "réhabilitation" d'*Abri*. La campagne diplomatique de Suharto (et Alatas) au sujet du Timor oriental fut ouvertement critiquée par *Abri* comme une insulte à la nation. La nomination de Try comme vice-président peut être considérée comme motivée par la nécessité de restaurer l'équilibre entre Suharto et les militaires.

Politique des achats d'armes : rivalité entre Habibie et les militaires

La rivalité entre Habibie et le QG est centrée essentiellement sur qui décide des achats d'armes. Habibie supervise le complexe militaro-industriel et a acheté pratiquement toutes les armes en France, aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Allemagne et aux Pays-Bas. Ce conflit est caractéristique des pays dans lesquels l'armée joue un rôle important dans la politique et qui ont mis en place des usines de fabrications d'armes dans les années 1970 et 1980 comme moyens de substitution à l'importation.

Droits de l'homme

L'industrie militaire a priorité dans les investissements et draine une grande partie des dépenses de défense nationale. Les gens concernés sont les technocrates et les hommes d'affaires qui ont des intérêts on ne peut plus opposés à ceux des militaires.

Si, par exemple, un certain type d'hélicoptères est fabriqué, le marché intérieur sera fermé aux importations pour les hélicoptères de même classe afin de diminuer les coûts de production par une demande assurée. Le résultat est que l'armée ne peut plus négocier librement ses achats. Sont en jeu le statut et les revenus procurés par les commissions. L'accélération du transfert technologique détermine souvent l'achat d'armes non produit localement. Là encore, le ministre des Technologies d'Indonésie est un exemple classique de la tension qui peut naître entre les importations d'armes et une fabrication locale engendrant un clash entre les intérêts des technocrates et des militaires (et leurs clientèles respectives de fonctionnaires et de groupes financiers). Habibie, le favori de Suharto sait comment tirer le plus grand profit dans ce domaine. Le conflit éclata ouvertement quand trois magazines, *Tempo*, *Detik* et *Editor* furent interdits en juin 1994. Les critiques de ces magazines concernant l'achat par le gouvernement de 39 navires de guerre de l'ancienne RDA était la raison de leur interdiction. Le ministre Habibie, responsable de l'achat, réclama 1,1 milliard de dollars pour l'achat et la remise en état des bateaux, y compris la nécessaire extension des bases navales. Le ministère des Finances refusa de fournir plus de 319 millions de dollars. Les magazines avaient exprimé à plusieurs reprises les critiques de l'armée envers Habibie. Dans ce cas ils mettaient en cause la compétence d'Habibie pour négocier l'achat de navires en lieu et place du ministre de la Défense ou de l'Armée.

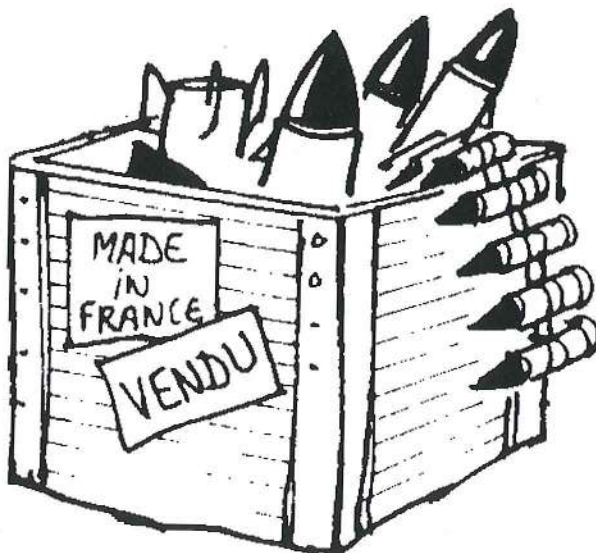
Le général Suharto prit la défense du ministre Habibie et ordonna l'interdiction des publications. Alors que même les lecteurs les plus cyniques avaient été surpris par le ton critique des médias indonésien, la récente interdiction des trois magazines détruisit tout espoir d'une vraie ouverture²¹.

On peut se demander ce que ces luttes pour le pouvoir signifient vis-à-vis des droits de l'homme en Indonésie²². Les développements ci-dessus pourraient suggérer qu'il y a là plus à attendre de la position de Suharto ou Nesution que des durs de l'armée. Il faut bien dire qu'il n'est pas clair que ce soit vraiment le cas.

Le conflit au sujet de l'achat des 39 navires de guerre montre que la répression ne peut pas être toujours attribuée aux militaires et que les technocrates et ceux qui optent une ligne modérée n'ont pas nécessairement un casier plus net. Il est évident que la stratégie de Suharto est de confier la tâche du maintien de l'ordre et de la sécurité aux forces armées. Si nécessaire il peut se laver les mains d'excès comme à Santa Cruz. En fait Suharto écrit les scénarios, distribue les rôles et brasse les cartes comme il l'estime nécessaire.

Pour ceux qui luttent pour améliorer les droits de l'homme en Indonésie, cela fait peu de différence que ce soit tel ou tel groupe qui l'emporte dans la compétition pour la succession de Suharto. Les actions des ouvriers pour la liberté d'association et de réunion et pour de meilleurs salaires, les protestations contre l'intervention de l'armée dans les conflits sociaux, les protestations des étudiants et les actions des paysans contre la saisie de leurs terres se sont toutes multipliées dans la dernière période. Les vieilles techniques d'intimidation de l'armée ne marchent plus aussi bien que dans le passé. La montée des nouvelles classes moyennes ne s'accorde pas avec la censure de la presse et la répression des libertés civiles.

Dans la situation explosive des dernières années, à la fin *Abri* et Suharto ont opté pour la même solution : interdiction de toute protestation, si nécessaire par la violence et en violant les droits de l'homme. L'antagonisme entre Suharto et *Abri* ne laisse aucun espoir aux forces démocratiques.





Les ventes d'armes françaises à l'Indonésie

La baisse des commandes d'armes pour les besoins des armées françaises et la forte concurrence américaine sur le marché international ont fourni l'occasion d'un intense investissement des industriels de l'armement français en direction de l'Asie et notamment de l'Indonésie.

Belkacem Elomari

La stratégie commerciale de la France en Indonésie s'appuie sur un soutien gouvernemental aux implantations industrielles civiles et militaires dans ce pays. En France, deux groupes parlementaires d'amitié franco-indonésienne au Sénat et à l'Assemblée nationale sont très actifs pour soutenir le développement des relations économiques entre les deux pays. Cependant, interrogés par les associations de soutien à Timor oriental, quelques parlementaires ont alerté le gouvernement français sur la situation des droits de l'homme en Indonésie. La réponse officielle du gouvernement insiste sur le fait que la France n'a jamais reconnu l'annexion par l'Indonésie de Timor oriental et qu'elle soutient les négociations entre le Portugal et l'Indonésie pour aboutir à une solution juste, globale et internationalement acceptable. La France affirme que le gouvernement indonésien a pris récemment des mesures qui vont dans le sens d'une amélioration de la situation, mais qu'elle ne manque aucune occasion pour exprimer aux autorités indonésiennes ses préoccupations sur la situation au Timor oriental et obtenir une amélioration du respect des libertés fondamentales.

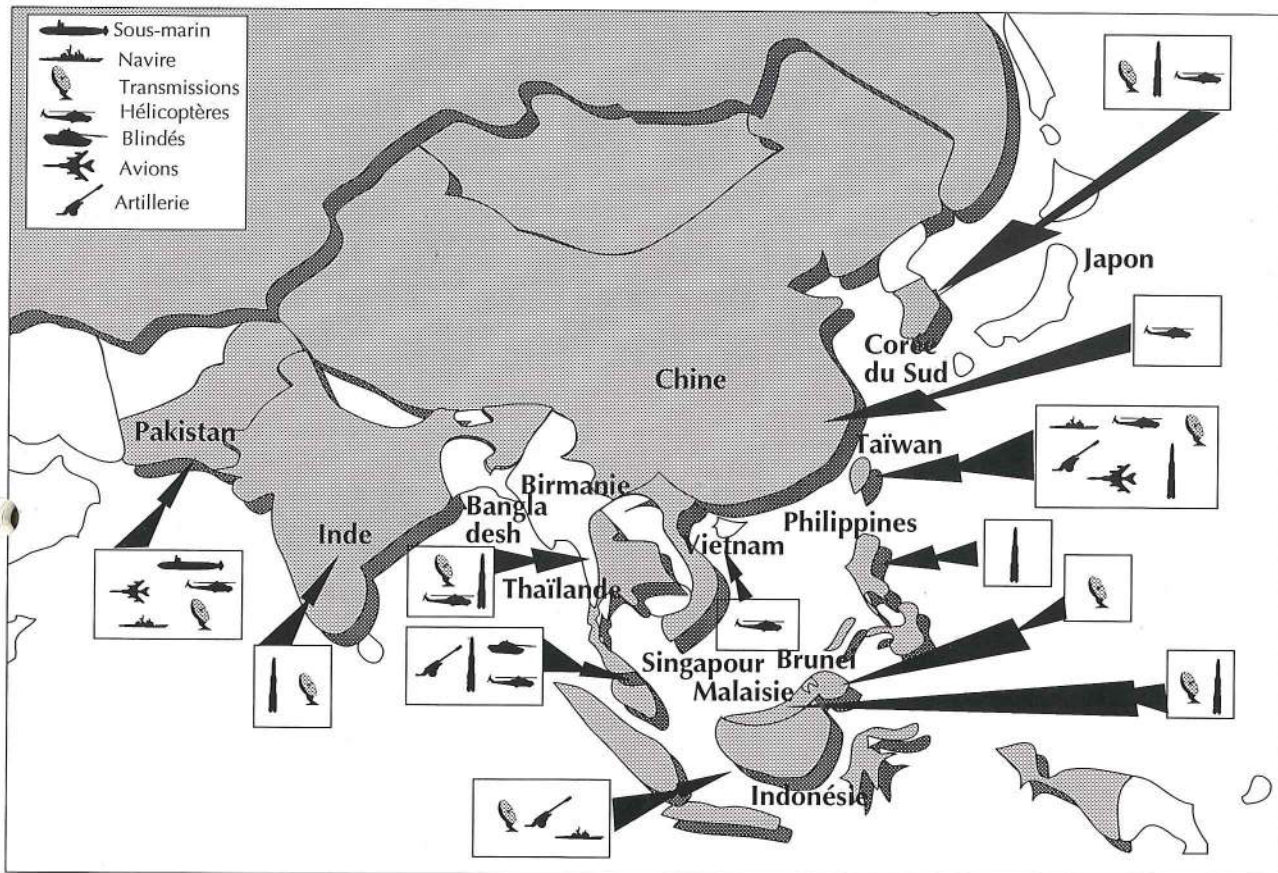
Les ventes d'armes

La baisse des commandes d'armes pour les besoins des armées françaises et la forte concurrence américaine sur le marché international ont fourni l'occasion d'un intense investissement des industriels de l'armement français en direction de l'Asie.

Cette région du monde achète peu d'armes françaises. En 1991, les livraisons d'armes françaises à la région "Extrême-Orient" représentaient 6,8 % des ventes d'armes totales de la France et 10,5 % de ses ventes au tiers-monde. Avec les commandes effectuées par des pays asiatiques en 1991 (plus de 50 % des commandes de matériel d'armement français), ce continent va prendre le relais du Moyen-Orient qui était le principal acquéreur d'armes françaises.

Les industriels français affirment que les besoins de défense des pays d'Asie sont importants. Mais en réalité, ils convoitent surtout les fortes expansions de leurs économies et espèrent retirer des profits en leur vendant des armes. La liste des contrats d'armes (commandes et livraisons) signés par la France avec l'Indonésie depuis 1976 est importante (voir tableau et carte ci-après). Ces ventes d'armes à l'Indonésie s'appuient également sur une coopération militaire ancienne entre les deux pays.

Ventes d'armes par la France en Asie (1991-1994)



Source : OBSARM

Fourniture de matériels militaires

En matière d'armement terrestre, les fournitures françaises ont porté principalement sur des blindés léger AMX-13, des véhicules 4X4 Acmat et des véhicules chenillés de transports de troupe AMX-10P. La France a également vendu dans les années 60 des lance-roquettes Luchaire et des lance-missiles Milan Euromissile avec leurs munitions. Récemment, un contrat de 17 millions de dollars pour 20 canons légers de 105 mm a été conclu avec la société française d'armement terrestre Giat Industries. Giat espère que d'autres contrats suivront pour équiper d'autres unités de l'armée de terre indonésienne.

En matière de matériels aériens, l'inventaire est beaucoup plus riche puisqu'il porte sur des hélicoptères Puma et Super Puma d'Aérospatiale pour lesquels les licences de fabrications ont été accordées en 1981.

La marine indonésienne a également acquis quelques navires patrouilleurs à des sociétés françaises et surtout des missiles antinavires Exocet d'Aérospatiale.

Les ventes de matériels électroniques portent sur des radars de surveillance de Thomson-CSF : cette société française participe à la mise sur pied d'un système de surveillance maritime des détroits.

Coopération militaire

Les ventes d'armes de la France à l'Indonésie bénéficient également du soutien de l'industrie d'armement française et de la coopération entre les armées des deux pays. Les informations sur cette coopération franco-indonésienne datent de quelques années mais elles se poursuivent encore actuellement.

Dans le cadre des industries aéronautiques, la FIAS (Formation internationale aéronautique et spatiale) a envoyé en Indonésie trois experts au centre de formation d'IPTN à Pusdiklat jusqu'en juillet 1989). Cette société française a également mis en place un lycée d'enseignement professionnel aéronautique à Bandung et y a détaché six experts jusqu'à la fin de 1988. En juin 1988, un nouveau contrat a été signé entre le FIAS et les laboratoires de thermodynamique, moteurs et propulsion, elle s'est poursuivie jusqu'en 1993 avec la réalisation d'un laboratoire d'échanges thermiques ou seront affectés des chercheurs et ingénieurs et techniciens formés par le FIAS.

Un autre contrat avec l'organisme de recherches spatiales Lapan a permis d'accueillir en 1988 un premier groupe de seize ingénieurs, puis six autres en 1989.

Au total, entre 1980 et 1987, 158 ingénieurs et tech-



niciens indonésiens ont été formés sur place par Aérospatiale et 50 autres ont été formés dans le service après-vente.

La société française Thomson-Brandt-Armements a également vendu à l'Indonésie la licence pour la fabrication d'un mortier.

Thomson-CSF a étudié avec l'industrie locale, au bénéfice des douanes indonésiennes, un système de surveillance maritime du détroit de Malacca. L'institut de recherche en électricité et en électronique (Lemabga Elektroniks Nasional ou LEN) est chargé de l'installation et la mise en service des systèmes de communications.

Stagiaires militaires

Des stagiaires militaires indonésiens sont formés en France, notamment dans des cadres à l'École d'application du matériel. Les stagiaires militaires indonésiens en France étaient 86 en 1988.

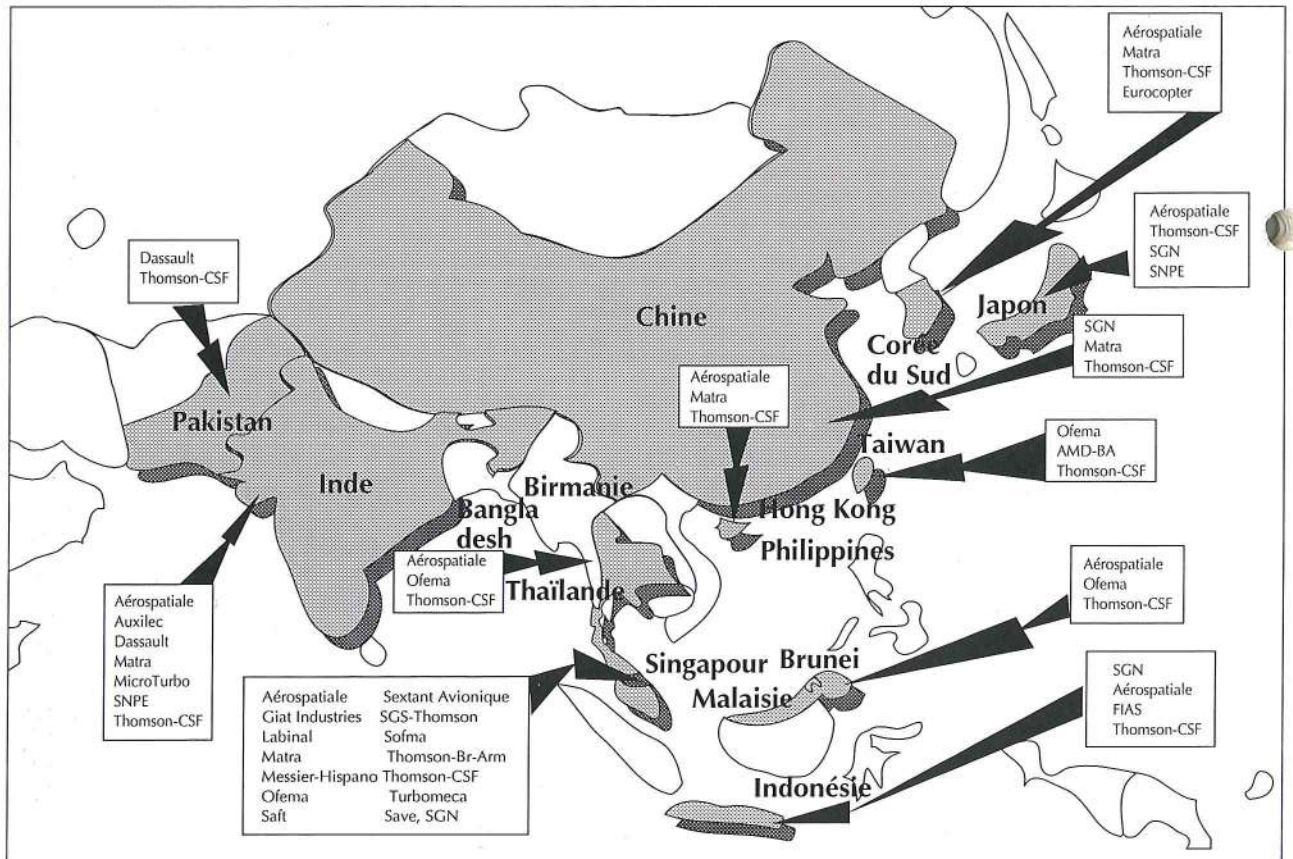
Échanges de visites touchant à la défense et à la sécurité

Ces visites permettent aux milieux militaires et industriels des deux pays de se familiariser et de favoriser les ventes d'armes. Ainsi, en 1989, M^{me} Partiwi Sudarmono, la première astronaute indonésienne a été invitée par l'Aérospatiale : elle a visité le centre d'intégration des lanceurs et divers établissements aéronautiques et spatiaux et notamment le FIAS qui assure des formations de techniciens indonésiens.

En outre des échanges ont lieu entre les militaires français et indonésiens sous forme d'escales de bâtiments français en Indonésie. Ainsi, entre mars et octobre 1989, il y a eu cinq escales de bâtiments de guerre battant pavillon français en Indonésie.

En 1989, le ministre indonésien de la Technologie s'est rendu en France au Salon aéronautique et militaire du Bourget et a rencontré le ministre français de la Défense. Au même Salon du Bourget de 1993, la société indonésienne de matériels aéronautiques civils et militaires IPTN faisait partie des exposants.

Principales implantation des entreprises françaises d'armements en Asie



La sécurité dans la région Asie-Pacifique

En complément de ce dossier, nous publions de larges extraits d'un rapport établi par le CDSP (Campagne pour le désarmement et la sécurité dans le Pacifique). Une remise en cause de la notion de sécurité tels que les gouvernants la défendent, par la société civile.

En juillet 1994 des représentants officiels de nombreuses nations de la région Asie-Pacifique se réunirent à Bangkok pour parler de la "sécurité". Cette rencontre historique, appelée Forum régional de l'ANASE (FRA)* fut la première de ce genre. Mais alors que les représentants officiels se félicitaient du succès de la conférence sur la sécurité, cet enthousiasme n'était pas nécessairement partagé par l'homme de la rue à Bangkok.

Peu de temps avant le forum, lors d'une enquête publiée dans le *Bangkok Post*, on avait fait un sondage pour savoir ce que l'homme de la rue pensait de cette conférence sur la sécurité. L'un d'eux avait répondu qu'il ne voyait pas quel rôle cette conférence pourrait bien jouer dans sa vie !! Cette réponse directe reflète le sentiment de nombreuses communautés locales. Cela ne veut pas dire que l'importance du FRA n'est pas reconnue par de tels groupes, mais que dans l'ensemble il y a un décalage entre ce genre de débats sur la sécurité et ce qu'en pensent les gens dans la rue.

Un commentaire de John Witeck du comité de soutien aux ouvriers philippins illustre ce que ressentent les communautés de la région : « *La notion de sécurité devrait être formulée à nouveau, redéfinie dans des termes qui ont un sens pour les gens simples : emploi, paix, logement, éducation, communautés où l'on peut*

vivre de façon décente, un avenir pour leurs enfants, moins de criminalité, etc. Elle devrait être redéfinie au niveau de la communauté plutôt qu'en termes de nations, équilibre du pouvoir, équilibre de la terreur, destruction mutuelle assurée et autres termes affreux utilisés couramment par les élites politiques. »²

Ce fut l'un des commentaires formulés par des personnes ou des groupements appartenant à des communautés de la région Asie-Pacifique dans le cadre du projet de la Campagne pour le désarmement et la sécurité dans le Pacifique (CDSP). La première phase du projet consista entre autre dans la publication d'un premier rapport sur la situation dans la région Asie-Pacifique en termes de "Sécurité dans la région Asie-Pacifique" (octobre 1994). Ce rapport récapitule certaines réflexions des gouvernements, institutions et milieux intellectuels de la région qui donnèrent lieu à l'organisation du forum.

Le rapport que nous publions aujourd'hui, est un résumé de l'opinion des communautés de base sur ce même thème de la sécurité. Ce rapport utilise également des documents produits lors de trois conférences d'organisations non-gouvernementales (ONG) dans la région : la conférence des ONG sur les droits de l'homme (mars 1993), le forum des ONG du Sud-asiatique sur les droits de l'homme et le développement (juillet 1994) et le séminaire sur la paix de Bangkok : Programme populaire pour la sécurité de la région Asie-Pacifique (juillet 1994).



Les communautés de base de la région n'ont pas de caractère uniforme. Elles ressentent et définissent la sécurité de façon différente selon les expériences vécues. Ce rapport ne constitue pas une analyse scientifique ni exhaustive, mais une recherche et un résumé des préoccupations et des thèmes les plus répandus. On y trouve de nombreuses citations. L'un des buts de ce projet est de faire entendre les voix des gens de la base lors du dialogue sur la sécurité. Il est donc bon que ces personnes et ces groupes aient la possibilité et le temps de s'exprimer directement.

Thèmes principaux présentés par les communautés locales

« **É**tant donné le besoin urgent pour un système régional efficace pour faire face aux tensions de la période succédant à la guerre froide, il semble que la convocation du FRA soit une démarche positive. Elle ne représente cependant qu'une tentative prudente et restreinte et ne répond pas aux exigences de notre époque. »³

Ces mots qui se trouvent à la fin du premier rapport proviennent de la déclaration finale du séminaire pour la paix de Bangkok : "Programme populaire pour la sécurité de la région Asie-Pacifique". Le séminaire avait été organisé par la CDSP à Bangkok au moment même où se tenait le FRA et avait réuni des communautés de base de 18 pays différents. Le but du séminaire avait été de compléter et d'encourager les efforts du gouvernement pour assurer la sécurité de la région. L'impression que les mesures gouvernementales, en général en matière de sécurité et celle du FRA en particulier, ne répondent pas aux exigences de notre époque est partagée par de nombreuses communautés locales. Leur critique porte sur trois éléments essentiels :

1. Les concepts officiels de "sécurité" devraient être reformulés et élargis afin de s'étendre à la "sécurité de l'homme" qui comprend : la sécurité non-militaire, la protection de l'environnement, la décolonisation, les droits de l'homme et la démocratie.
2. Les débats sur la sécurité régionale devraient être effectués au niveau de l'État comme au niveau de la société civile.
3. Il faut que les engagements et les initiatives prises par les gouvernements en matière de sécurité soient concrets et irrévocables.

Nouvelle définition de la sécurité : concept général

Comme il a été indiqué dans le premier rapport, les concepts traditionnels de "sécurité" se sont concentrés

exclusivement sur la « dimension territoriale de l'État et les notions militaires de (in)sécurité et de menace ». ⁴ Bien que de nombreux États de la région aient accepté une dimension plus large de ce concept, ce point de vue n'a pas encore été mis en évidence lors du premier Forum régional de l'ANASE (FRA) à Bangkok. Un communiqué de presse publié à la fin de la réunion fait référence à un concept plus large de la sécurité, comprenant des « aspects sociaux et économiques ». Cependant, quand on lui demanda d'éclaircir ce que l'on entendait par « aspects sociaux » et s'il était fait allusion aux droits de l'homme, le président du FRA déclara que ceux-ci étaient limités à des « problèmes de main d'œuvre, de réfugiés, de santé et de drogue ». Cela ne veut pas dire que ces questions ne sont pas importantes, mais cela signifie que les communautés de base ont eu une notion multidimensionnelle de la sécurité — de la sécurité de l'homme — basée sur la vie quotidienne.

Lors de cette première conférence du FRA, un comité pour étudier un concept plus large de la sécurité a été mis en place. Les communautés de base suivront de près la deuxième rencontre du FRA au Brunei et apprécieront les progrès réalisés dans ce domaine. Les commentaires ci-dessous, faits par différentes personnes de la région, montrent que la sécurité est maintenant perçue de façon moins étroite.

Pour la Coalition pour la dénucléarisation des Philippines, « la nouvelle situation mondiale nous pousse à redéfinir la notion de sécurité. Il nous est demandé de tenir mieux compte d'éléments tels que le bien-être humain, les problèmes économiques ou touchant à l'environnement et donc de dépasser la notion traditionnelle de sécurité comme la comprenaient les militaires et qui tournait autour de l'idée de l'État »⁶.

Le Pacific Concerns Resource Centre (Fiji), secrétaire du mouvement pour un Pacifique libre et dénucléarisé qui réunit 150 ONG des États insulaires ou riverains du Pacifique, est en faveur de la définition énoncée dans le rapport 1994 du PNUD sur le développement humain : « La notion de sécurité a trop longtemps été interprétée de façon trop étroite : en termes de sécurité d'un territoire face à une agression extérieure ou en termes de protection des intérêts nationaux en politique étrangère ou encore, vue à l'échelon mondial, face au risque d'un holocauste nucléaire... On a oublié les inquiétudes légitimes des petites gens qui recherchent la sécurité dans leur vie de tous les jours. Pour beaucoup, la sécurité se caractérise par la protection contre la menace de la maladie, de la faim, du chômage, de la criminalité, des conflits sociaux, de la répression politique et des atteintes à l'environnement. La sécurité pour l'homme, c'est un enfant qui n'est pas mort, une maladie qui ne s'est pas répandue, un emploi qui n'a pas été supprimé, une tension ethnique qui n'a pas explosé en violence, un dissident que l'on n'a pas empêché de parler : la sécurité humaine n'est pas un problème d'armes, mais un souci qui se rapporte à la vie et à la dignité humaine. »⁷

Le séminaire pour la paix de Bangkok, "Programme populaire pour la sécurité de la région Asie-Pacifique",

auquel participèrent 80 personnes de 18 pays différents, convenait que « la notion de sécurité elle-même devrait être redéfinie et élargie. La sécurité n'est pas seulement le souci ressenti par les États-nations d'être libres de toute guerre, de ne pas avoir à craindre une agression extérieure, de protéger les intérêts nationaux ou la politique étrangère. Elle doit consister aussi en une participation active des peuples qui comprennent que la vraie sécurité ne se base pas sur la force militaire.

La sécurité doit tenir compte des inquiétudes de tous vis-à-vis de la sécurité dans leur vie quotidienne : la protection contre la menace de la maladie, de la faim, du chômage, de la criminalité, des conflits sociaux, de la répression politique et des atteintes à l'environnement. Elle doit comprendre les éléments suivants : l'amélioration de l'environnement, l'égalité en termes économiques, l'autonomie des moyens pour des groupes qui ont été marginalisés ou opprimés depuis toujours tels que les femmes, les groupes indigènes et les minorités ethniques et l'institutionnalisation de la démocratie politique. »⁸

Sécurité non-militaire

Comme l'écrit Vitat Muntabhorn dans *La Nation*, avec une telle définition « on cesse de se préoccuper d'armements pour défendre la cause de la sécurité en termes de développement humain durable ». ⁹ Un tel changement est caractérisé par la conviction des communautés de base que la sécurité ne repose pas sur la force militaire. La guerre, les préparatifs de guerre, l'héritage de la guerre et l'usage de la force dans les affaires intérieures de l'État sont en fait une atteinte à la sécurité.

La déclaration des ONG à Bangkok sur les droits de l'homme (mars 1993) fait part de l'inquiétude extrême causée « par la militarisation accrue dans l'ensemble de la région et le détournement des ressources à des fins militaires. La militarisation a mené à la destruction de la société civile, a porté atteinte au droit à l'autodétermination et a privé les peuples du droit à la liberté et à la libération de la peur ». ¹⁰ Au cours de son discours liminaire à la conférence sur la paix de Bangkok, Hiro Umabayashi (Japon), coordonateur international de la CSDP, déclara : « Il est évident que l'on a donné trop d'importance dans le passé aux forces militaires pour ce qui est de la sécurité internationale et que l'on doit se diriger vers une notion non-militaire de la sécurité. Ce sont toujours les plus pauvres et les plus faibles qui sont les plus frappés en cas de guerre. De plus la guerre est le plus grand destructeur de l'environnement naturel et des ressources dont devrait profiter l'ensemble du peuple. » ¹¹

Sylvie Bagnall de LIMIT, un groupement de femmes pour la paix en Nouvelle-Zélande, énonce les mêmes idées vues dans la perspective des femmes : « Avoir une armée coûteuse n'inspire pas aux femmes un sentiment de sécurité. La vraie sécurité vient de l'engagement personnel et national de vouloir résoudre les problèmes sans faire appel à la violence. Elle provient de la satis-

faction de besoins fondamentaux comme avoir un logement, être en bonne santé et avoir une politique d'égalité sociale. » ¹²

Ursula Franklin, de l'organisation Voice of Women établie depuis longtemps au Canada, parle également de la notion dépassée d'une sécurité basée sur la militarisation des relations. Elle laisse entendre qu'un des « héritages pénibles » de la guerre froide est précisément une notion de sécurité caractérisée par « l'absence de solutions non-militaires dans les discours et la politique officiels ».

Elle pense que partout « le fait que peu de conflits aient été résolus par le biais de modèles de coopération montre en soi les difficultés des négociations internationale. Bien des dirigeants politiques sont comme des gens qui n'ont pas couru pendant des décennies. Maintenant qu'ils doivent le faire, ils ont mal partout, ils boitent et ne peuvent prendre de vitesse. » ¹³

Dee Margetts, sénateur de l'Australie occidentale, faisant allusion au premier rapport du CDSP écrit que « la vraie sécurité pour le peuple n'est possible que lorsque l'on reconnaît que les racines des conflits se trouvent dans la plupart des cas dans l'inégalité économique et sociale et dans la destruction de l'environnement... Elle consiste à donner au peuple la possibilité d'assurer lui-même la sécurité économique et sociale et la protection de l'environnement... Nos gouvernements devraient établir des liens par des moyens non militaires pour améliorer la condition du peuple... En établissant des liens militaires, nous ne faisons pas front au militarisme, mais nous le renforçons. » ¹⁴

Lors du premier forum régional de l'ANASE, une notion de la sécurité détachée du contexte militaire n'avait pas encore été envisagée. On en était resté à une définition très étroite de la sécurité.

Sécurité militaire

Ce ne sont pas seulement les menaces de guerre ou le fait que l'ordre public regorge de perspectives militaires qui ébranlent la sécurité. La vie quotidienne de certaines communautés manque de sécurité à cause de la présence de militaires. Par exemple, des groupes originaires d'Okinawa rapportent que chez eux 20 % du territoire est occupé par 45 bases militaires américaines et environ 50 000 membres du personnel militaire et leur famille. Bien qu'Okinawa ne représente que 0,6 % du territoire japonais, 75 % des troupes américaines au Japon y sont stationnées. Les habitants d'Okinawa doivent affronter des problèmes de pollution de l'environnement, de risques d'accidents, d'aliénation de leurs terres et de bouleversement social.

Yoichi Iha, de la coalition des syndicats du travail de la région centre, indique comment l'armée semble saper plutôt qu'accroître la sécurité : « Le peuple d'Okinawa recherche vraiment la paix, mais les bases américaines ont participé à de nombreuses guerres en Asie. Les autorités militaires américaines et japonaises déclarent que les bases américaines sont là pour maintenir la paix en



Asie et dans le Pacifique. Cependant, vouloir maintenir la paix par la force militaire, c'est la façon de penser de la guerre froide. Même si des conflits régionaux pouvaient être réglés par la force militaire, cela n'aboutira qu'à une paix de courte durée. Les peuples d'Asie et du Pacifique préfèrent une réduction des armements. Les bases américaines d'Okinawa sont maintenues non à des fins pacifiques, mais à des fins guerrières. »¹⁵

Un observateur commente le bruit excessif provoqué par les avions militaires américains dans certains quartiers au Japon : « De telles perturbations ne seraient pas tolérées aux États-Unis, mais à l'étranger, cela est permis. Ces bases ne contribuent pas à la sécurité des habitants, mais au contraire aggravent le manque de sécurité et de paix. Elles font aussi de cette région une cible prioritaire en cas de guerre nucléaire ou autre. »¹⁶

L'idée que l'occupation militaire des terres compromet la sécurité est partagée par d'autres dans la région. Par exemple à la mi-février un sous-marin Trident armé de missiles balistiques, le USS Ohio s'était rendu dans la baie de Nanoose. Cette région sur la côte ouest du Canada, abrite la Canadian Forces Maritime Experimental and Test Ranges (CFMETR) ou aire de tests et d'expérimentation maritime des forces canadiennes qui permet aussi aux forces navales américaines de tester leurs armes sous-marines. Le coordonnateur de la Nanoose Conversion Campaign déclara à l'occasion de la visite du Ohio : « Le navire Ohio est une machine de guerre nucléaire purement et simplement. Est-ce que quiconque se sentira plus tranquille sachant que presque 200 armes nucléaires flottent dans une centrale nucléaire dans le détroit de Georgia ? Valait-il la peine de dépenser plus de 11 millions de \$ d'impôts canadiens pour construire une nouvelle jetée pour que le CFMETR puisse faciliter l'accès à ces terribles machines de guerre ? Nous nous sentirions plus tranquilles si le traité de la guerre froide permettant à ces monstres de venir ici était annulé lorsqu'il sera question l'année prochaine de sa reconduction. »¹⁷

À Hawaii, le concept de sécurité « doit être analysé dans le contexte de l'importante présence militaire dans les îles ». Les problèmes de sécurité sont « étroitement liés à ceux de la souveraineté des Hawaïens de souche et on devrait faire pression pour que les bases soient fermées... Les terres occupées par l'armée devrait être rendues aux populations autochtones pour que celles-ci puissent y établir leur souveraineté de façon démocratique. »¹⁸

Lynnette Cruz une militante hawaïenne de souche et membre du "Réseau des femmes du Pacifique" dit que « les Hawaïens ont perdu leurs maisons et les bases militaires occupent leur pays. Quand je pense à la sécurité, je pense à quelque chose qui est proche de chez moi et qui m'affecte personnellement : les bases militaires qui occupent notre pays. Pour les Hawaïens de souche, assurer la sécurité signifie retrouver leur terre. »¹⁹

Dans le cadre de l'occupation des terres par l'armée, un des défenseurs de ce projet commentait que « la définition traditionnelle de la sécurité telle qu'elle est conçue par les gouvernements nationaux et les blocs

militaires et économiques régionaux n'est qu'une prolongation des maux de la colonisation ». ²⁰ Faisant remarquer que le Pacifique est la région du monde où il y a le plus grand nombre de colonies, Lopeti Senituli, de NFIP reprend ce thème lorsqu'il dit que le combat du Mouvement pour un Pacifique libre et dénucléarisé est engagé dans le but d'assurer la « décolonisation de la région Pacifique » et « l'autonomie de moyens des peuples, notamment de ceux des colonies ». ²¹

Dépense militaires

Un autre souci formulé par les communautés de base de la région au sujet de la "militarisation" de la sécurité a trait au fait que les ressources sont utilisées à des fins militaires et non pour faire face aux besoins de la "sécurité humaine". "Science pour la Paix" (Canada) laisse entendre que « les préparatifs de guerre nous enlèvent les ressources intellectuelles et matérielles dont nous avons besoin pour faire face aux vrais risques qui menacent notre sécurité ». ²² Pour ce qui touche aux dépenses militaires engagées par les pays en développement, certains groupes de la région citent le rapport de la PNUD sur le développement humain : « La question de savoir si ces dépenses [militaires] ont contribué à la sécurité du citoyen moyen dans ces pays est discutable. Dans les pays en développement, les risques de décès dû à la négligence sociale (malnutrition et maladies qui auraient pu être évitées) est 33 fois supérieur aux risques de mort à cause d'une agression guerrière extérieure. » ²³

La "Déclaration sur les droits de l'homme des ONG de Bangkok", rédigée par 240 participants de 110 ONG intéressées par les problèmes de développement et de droits de l'homme dans la région Asie-Pacifique, affirme que, pour assurer la sécurité, il faudrait réaffecter les ressources militaires pour répondre à des besoins humains.

La "Déclaration" en appelle aux gouvernements de la région Asie-Pacifique : « Il est nécessaire de réduire les achats d'armes et d'affecter les dépenses militaires à des initiatives de développement, à l'amélioration des mécanismes de prévention, au soutien et à la protection des droits de l'homme et de mettre en place et d'assurer le suivi de processus de consultation, de services sociaux et de règlements de conflits à l'amiable, tout en tenant compte des besoins particuliers des femmes, des minorités, des peuples autochtones, des ouvriers dans les secteurs organisés ou non, des réfugiés ou personnes déplacées, des paysans et autres groupes désavantagés. » ²⁴

Assistance militaire et course aux armements

Un autre aspect de la militarisation de la sécurité dans la région se rapporte aux programmes d'assistance militaire qui était l'une des pierres angulaires de la guerre froide et continue de l'être. Les états insulaires du Pacifique en sont un exemple. Lopeti Senituli de NFIP

(Fiji) parle de « la multiplication et de l'intensification des relations militaires entre les ex-pouvoirs coloniaux et les États insulaires indépendants » qui incluent des exercices militaires, la fourniture de matériel militaire onéreux et de la « diplomatie agressive du carnet de chèques ». Il déclare que « ces programmes d'assistance militaire devraient être interrompus si l'on veut vraiment assurer la paix et la sécurité de la région Pacifique ».

Il ajoute : « L'assistance militaire dans les îles du Pacifique aujourd'hui encourage une sorte de mini-course aux armements. Ainsi, dans le cadre du programme des vedettes de surveillance fournies par le gouvernement australien, les états insulaires indépendants sont encouragés à mettre en place de mini forces navales pour surveiller la zone de 200 miles. Le but semble être très méritoire et un tel service est nécessaire, mais il y a déjà eu des abus, de mauvais usages faits de ce programme. Les forces de défense de la PNG ont récemment utilisé les vedettes de surveillance pour effectuer des raids dans des villages des îles Salomons qui, prétendent-elles, approvisionnent l'Armée révolutionnaire de Bougainville et ses partisans. La réaction du gouvernement des îles Salomons fut d'augmenter le rythme des patrouilles de ses propres vedettes de surveillance aux frontières de la PNG. Le gouvernement des Salomons envisage aussi de mettre sur pied une force paramilitaire extérieure aux forces de police et à la Marine pour assurer son intégrité territoriale. Les fournitures pour une telle force paramilitaire ne pourraient venir que de l'extérieur.

Une assistance militaire étrangère telle que le programme des vedettes de surveillance fournies par le gouvernement australien est limitée dans le sens que les États insulaires du Pacifique doivent assurer les frais généraux et de maintenance, de fournitures d'accessoires et pièces détachées, ce qui revient à détourner des ressources non existantes de leur affectation initiale à des secteurs de services sociaux (santé publique, éducation, bien-être) par le pays receveur, comme cela s'est produit dans des pays en développement dans d'autres régions.

Pour le moment, le secteur des services sociaux obtient la plus grande partie du budget alloué (en moyenne 10 à 15 %) dans la plupart des États insulaires du Pacifique. Mais à ce niveau déjà, les gouvernements sont à peine en mesure de fournir l'infrastructure de base dans le domaine de la santé, de l'éducation et le domaine social. »²⁵

Nic Maclellan de NFIP en Australie décrit la possibilité de répercussions néfastes de l'assistance apportée par l'Australie aux petites nations du Pacifique : « L'Australie est en train d'établir des liens militaires avec des nations du Pacifique Sud à une époque où la prise de conscience des populations et leurs protestations augmentent dans des domaines tels que: les valeurs démocratiques (Tonga et les Samoa occidentales), la qualité du gouvernement (les îles Salomons, le Vanuatu, la PNG etc.), les conséquences de l'exploitation des ressources naturelles sur l'environnement et le secteur

social (exploitation minière à Bougainville, exploitation forestière en PNG, aux Salomons, au Vanuatu et dans les Samoa occidentales), les critiques de la constitution (Fiji) ou la justification d'investissements (Nauru). »²⁶

L'affectation de ressources matérielles ou sociales à des fins militaires ne se limite pas aux états insulaires du Pacifique, mais s'étend à toute la région. Selon Syed Husin Ali (Malaisie) : « Tandis que de nombreux pays de l'ANASE font part de leurs souci d'établir et de maintenir la paix dans la région, d'autres pays démontrent clairement qu'ils se livrent à la course aux armements. »²⁷

Un article, paru dans le *Thaïlande Times* le jour même du Forum régional de l'ANASE, fait part du même souci et demande aux institutions régionales gouvernementales de s'attaquer à ce problème : « Bien que les dépenses mondiales en matière de défense aient diminué, en Asie elles ont sensiblement augmenté... C'est sur la toile de fond du développement économique de la région que démarre la course aux armements. L'ANASE devra être consciente des dangers... Ceci est un problème qui doit être traité au sein de l'ANASE et avec ses partenaires de dialogue lors de la conférence inaugurale du FRA. »²⁸

Mesures prises pour assurer la sécurité interne

Pour assurer la sécurité "interne", les gouvernements ont renforcé l'arsenal militaire dans la région, souvent dans le cadre de programme d'assistance militaire. Ceci ne fait, selon les défenseurs de ce projet, que diminuer la sécurité des populations. Michael Tahki (PNG) du Groupe de solidarité de Mélanésie (MELSOL), considère que la guerre à Bougainville en est un exemple : « L'usage et l'étalage d'armes puissantes à Bougainville a été une des tactiques pour instiller la peur parmi les habitants de Bougainville et de la PNG. Dans l'ensemble, les populations ont peur de l'armée et du gouvernement. Mais cela n'est pas tout. Le gouvernement de la PNG a réussi à imposer des lois de sécurité interne qui oppriment encore plus le peuple. Sachant que cela dépasse ce que les gens peuvent supporter, le gouvernement a mis sur pied des forces de police tactiques très bien entraînées pour protéger les politiciens et les investisseurs... Ce qui est clair comme de l'eau de roche, c'est que ces exercices n'apportent rien aux Papoux moyens. Le gouvernement utilise l'argent des impôts pour protéger les grandes compagnies qui les exploitent encore un peu plus. C'est une expérience partagée par l'ensemble des nations insulaires.

En PNG, il n'est pas justifié d'accroître particulièrement la force militaire. Je pense qu'il n'y a aucune menace véritable de la part des pays voisins. Le gouvernement est sur une voie erronée quand il croit qu'il y a de telles menaces. Il renforce son pouvoir afin d'assurer la sécurité d'intérêts extérieurs au pays — comme par exemple les investissements étrangers. Utiliser le pouvoir militaire et la peur pour empêcher le peuple de faire entendre sa voix et exploiter ses ressources. »²⁹



Un article paru dans *The Nation* (Bangkok) avant la réunion du FRA reprend le point de vue de Tatak : « *S'il est vrai qu'il y a parfois des problèmes de sécurité interne, cela devient souvent prétexte à annihiler les aspirations à la démocratie et mettre un frein à la liberté d'expression et d'association.* »³⁰

Songphorn Tajorensuk (Thaïlande), ex-présidente du Forum ASIA, un réseau de formation dans le domaine des droits de l'homme, prétend que « *l'État et des organes associés à l'État s'appuient sur la législation et sur des règlements divers pour promouvoir la doctrine de la sécurité et ainsi affirmer leur pouvoir et leur autorité* ». Elle cite les dangers et les problèmes dont on parle le plus en Thaïlande dans le domaine de la "sécurité" : « *Par exemple les menaces extérieures, l'agitation civile dans des pays voisins comme le Cambodge, le Vietnam ou le Laos, les tortures, les arrestations arbitraires, les personnes disparues et le déni ou la violation de droits civiques (par exemple la liberté d'association, de réunion, d'expression) ; dans les dernières années, la menace qui pèse sur les ressources naturelles est considérée comme un risque pour la sécurité ; ou bien quand l'État décide d'accorder des permis d'exploitation forestière, minière ou pétrolière, déclare des forêts comme étant des sites classés et chasse les populations de leur environnement naturel. Tout cela se passe sous le manteau de la "sécurité". Le résultat de ces menaces répétées est la promulgation de décrets de sécurité interne et de lois par le gouvernement thaïlandais.*

Ces lois considèrent que le citoyen moyen est lui-même une menace et il/elle est donc chassé(e) de chez lui/elle et envoyé(e) dans une région "tranquille" pour y vivre (Projet de transfert de populations par l'armée sous un masque social ou privé(e) des droits fondamentaux de la personne humaine. L'armée a bien souvent exagéré les "menaces étrangères et les troubles internes" afin d'imposer sa loi. »³¹

Sécurité de l'environnement

Un autre aspect de cette nouvelle conception de la sécurité ainsi qu'elle a été reconnue par de nombreuses communautés de base touche à l'écologie et la sécurité de l'environnement. Bien que des inquiétudes aient été exprimées au sujet de toutes les activités qui portent atteinte à l'environnement, on a observé en particulier le lien entre la dégradation de l'environnement et la militarisation. Un des défenseurs du projet par exemple cite Patricia Mische qui écrit que « *certains facteurs liés à l'environnement ont été autrefois la cause directe ou indirecte de conflits ou de guerres et vont certainement continuer de jouer un rôle dans les conflits futurs. L'impact des guerres et des activités militaires sur l'environnement est de plus en plus négatif. Les atteintes à l'environnement qui se manifestent pendant les conflits ou les guerres sont en premier lieu les rivalités pour les ressources naturelles, suivies de l'épuisement de ces ressources, puis de la dégradation de l'environnement (pollution, érosion des sols, déboisement, perte de la diversi-*

té biologique) qui portent atteinte à la qualité de la vie physique, économique, sociale et spirituelle d'une société et mènent à sa ruine. »

Mische se fait le porte-parole de bien des communautés de base quand elle dit que « *tout l'appareil guerrier représente une menace pour la sécurité écologique. Pour assurer la sécurité de l'environnement, il est nécessaire d'établir la paix dans le monde entier. Mais, face à des pressions accrues liées à l'environnement, à la démographie ou à l'économie, de nombreuses nations seront tentées d'utiliser la force militaire pour assurer l'accès à des ressources toujours plus rares. Le contraire est également vrai : un développement écologique durable est nécessaire pour la paix du monde. En bref, la sécurité écologique est indispensable pour assurer la paix et la paix est indispensable pour assurer la sécurité de l'environnement.* »³²

Ce ne sont pas toujours les conséquences directes de la présence et des activités militaires qui portent atteinte à la sécurité d'une communauté, mais souvent les traces que les forces militaires laissent après leur passage. Des documents publiés par le ministère de la Défense des États-Unis, ainsi qu'une étude récente de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) mettent en évidence des cas de contamination par produits hautement toxiques laissés par les troupes américaines aux Philippines. La Coalition ecclésiastique des droits de l'homme aux Philippines déclare que « *pour avoir un développement durable et une économie saine aux Philippines, il est nécessaire de faire état et d'éliminer les cas de contamination par produits hautement toxiques laissés par les troupes américaines.* »³³ Il est bon de noter que ces cas de contamination dus aux activités des forces américaines ne se limitent pas aux Philippines, mais sont un problème général de sécurité qui affecte plus de 1 000 bases aux États-Unis et plus de 300 bases dans le reste du monde.

A l'occasion d'une table ronde du comité American Friends Service à Hawaï, un des participants attirait l'attention sur les conséquences des activités militaires américaines sur l'environnement, activités qui de fait nuisent à la sécurité des communautés hawaïennes, telles que le débarquement du combustible irradié des sous-marins à Pearl Harbor et le stockage de déchets radioactifs qui en découle, les rampes de lancement de missiles de Kauai et celles de Vandenberg en Californie vers Kwajalein dans le Pacifique.³⁴

Un groupe souleva un autre problème légué par les forces armées et qui nuit à la sécurité de l'homme : « *La guerre froide est peut-être finie et un bon nombre de conflits qui ont ravagé les pays en développement se terminent. Mais tandis que les conflits se terminent, les mines semées pendant ces batailles vont rester là pendant des décennies. On estime aujourd'hui à 100 millions le nombre de mines terrestres contaminant plus de 60 pays et à au moins 100 millions supplémentaires le nombre de celles entreposées dans des arsenaux nationaux attendant le jour où elles seront utilisées... Chaque mois, plus de 800 personnes sont victimes de mines terrestres à travers le monde.* »³⁵